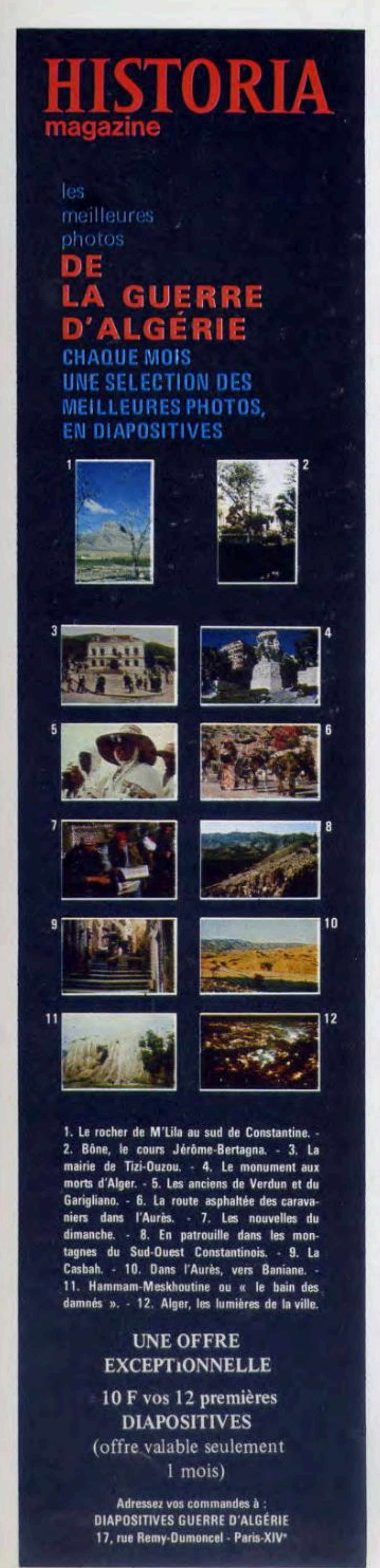
HISTORIA
magazine
44
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 237 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



MISSION SECRÈTE DANS LE MAQUIS KABYLE



Couverture : Photo Gaveau



APRÈS SAKIET, LES « BONS OFFICES »

Jean FONTUGNE

L'ANNÉE POLITIQUE résume ainsi les répercussions à l'Assemblée nationale du bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef (1) (8 février 1958) : « Sept interpellateurs, de trop nombreux interrupteurs, des échanges d'invectives, un rappel passionné d'événements passés, en particulier concernant la guerre d'Indochine et les accords de Genève, une longue déclaration du président du Conseil, telles sont les caractéristiques de cette lourde séance marquée par une approbation résignée de la politique gouvernementale. »

Peu de parlementaires, d'anciens ministres qui ont eu en main, à l'époque, les destinées de la France et qui, nombreux, réclament aujourd'hui à nouveau le pouvoir, ont compris alors la gravité de la situation ainsi créée. Le bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef monopolisera une grande partie des forces de la nation ; celles qui ne veulent pas de la loi-cadre en Algérie et, enfin, l'armée, qui jugeait désormais inacceptables les provocations délibérées – rendues possibles grâce à l'accord tacite du Maroc et de la Tunisie – de l'armée de libération nationale à partir de ses bases implantées dans ces deux pays.

En France, la droite et l'extrême droite s'opposent à toute ingérence de l'O.N.U., en général, et des États-Unis, en particulier, dans les affaires intérieures du pays. Cette intervention étrangère se concrétise par la proposition à l'O.N.U. de la création d'une commission des « bons offices ».

Au cours de ce mois de février 1958, on verra donc, d'une part, les attaques se multiplier contre le gouvernement Gaillard, dont les jours sont maintenant comptés, d'autre part, une activité grandissante des fidèles du général de Gaulle, aussi bien en Algérie qu'en France, enfin, l'union de diverses associations d'Algérie : anciens combattants, d'origine musulmane aussi bien que française, étudiants, lycéens, sans oublier de nombreux syndicalistes.

Les événements internationaux, au demeurant peu nombreux, passent, au cours de cette période, pratiquement inaperçus. C'est ainsi que l'évacuation de la Corée du Nord par les troupes chinoises est commentée avec optimisme et discrétion par la presse nationale et étrangère, surtout intéressée par la tension en Afrique du Nord marquée par l'arrivée en Tunisie de « MM. Bons Offices ». J. F.

(1) N.D.L.R. Le récit de cette intervention fera l'objet de notre numéro 239 (46).

SOMMAIRE N° 237 :

COMMANDO SUR UN P.C. DE L'A.L.N.



Tremsal

Janvier 1958 : un hélicoptère se pose à Tizi-Ouzou. Ainsi commence KJ-27.

Alain de Maupéou

KJ-27. Sous ces lettres, qui font très O.S.S. 117, se profile l'histoire d'un coup de main du capitaine Léger et de ses « ralliés », en plein maquis, dans la wilaya kabyle.

L'HÉLICOPTÈRE volait vers l'est dans le claquement sec des pales de son rotor et le sifflement du réacteur. « Saloperie de temps ! » La voix du pilote résonna dans les écouteurs de ses deux passagers. Sur la bulle transparente abritant la cabine se tordait l'écheveau des innombrables filets de la pluie qui tombait à l'extérieur. De grands bancs de nuages s'élevaient verticalement dans le ciel, immenses voiles grises d'une flotte à l'appareillage. Droit devant, très loin, majestueux et immaculés, les sommets couverts de neige du Djurdjura surgissaient dans les échancrures fugitives. Les toits et les terrasses de Tizi-Ouzou émergèrent soudain des brumes humides. Le pilote amorça sa prise de terrain. Face au vent qui balayait l'aire d'atterrissage, l' « Alouette » se posa dans un grand éclaboussement d'eau. Rentrant la tête dans les épaules pour éviter le coup de faux des pales, les deux passagers, un colonel et un capitaine, s'éloignèrent de l'appareil et se dirigèrent vers une 203 qui les attendait.

Quelques instants plus tard, la voiture ▶

portant l'écusson de la wilaya 4, Léger et ses "bleus" arrivent chez le chef kabyle Si Hocine



◀ La Grande Kabylie. Dans ce paysage de crêtes superbes et de vallées profondes essaiment 1 500 villages, qui seront l'enjeu d'une guerre sans merci entre le F.L.N. et la France.

Hoyau



Refuge pour les ▶ « suspects » F.L.N. qui veulent fuir Alger, les maquis du Djurdjura, qui domine la Grande Kabylie. Les routes y sont rares, la population dense. 400 habitants en moyenne au kilomètre carré, dans la région de Fort-National.

J.M. Dorveaux

passait les grilles des bâtiments abritant l'état-major de la zone et s'immobilisait devant l'entrée. Le général, averti de l'arrivée des deux officiers, les fit immédiatement introduire dans son bureau.

– Mes respects, mon général, dit le colonel Godard. Permettez-moi de vous présenter le capitaine Léger. Je lui laisse le soin de vous expliquer les buts de l'opération KJ-27, prévue pour le 21 janvier; dans huit jours exactement.

Ahmed trouve le chemin

Depuis une semaine, jour après jour, nuit après nuit, la pluie de janvier, fine et glacée, tombait sans interruption. Monstrueuse éponge, la terre, gorgée d'eau, la restituait par tous ses pores.

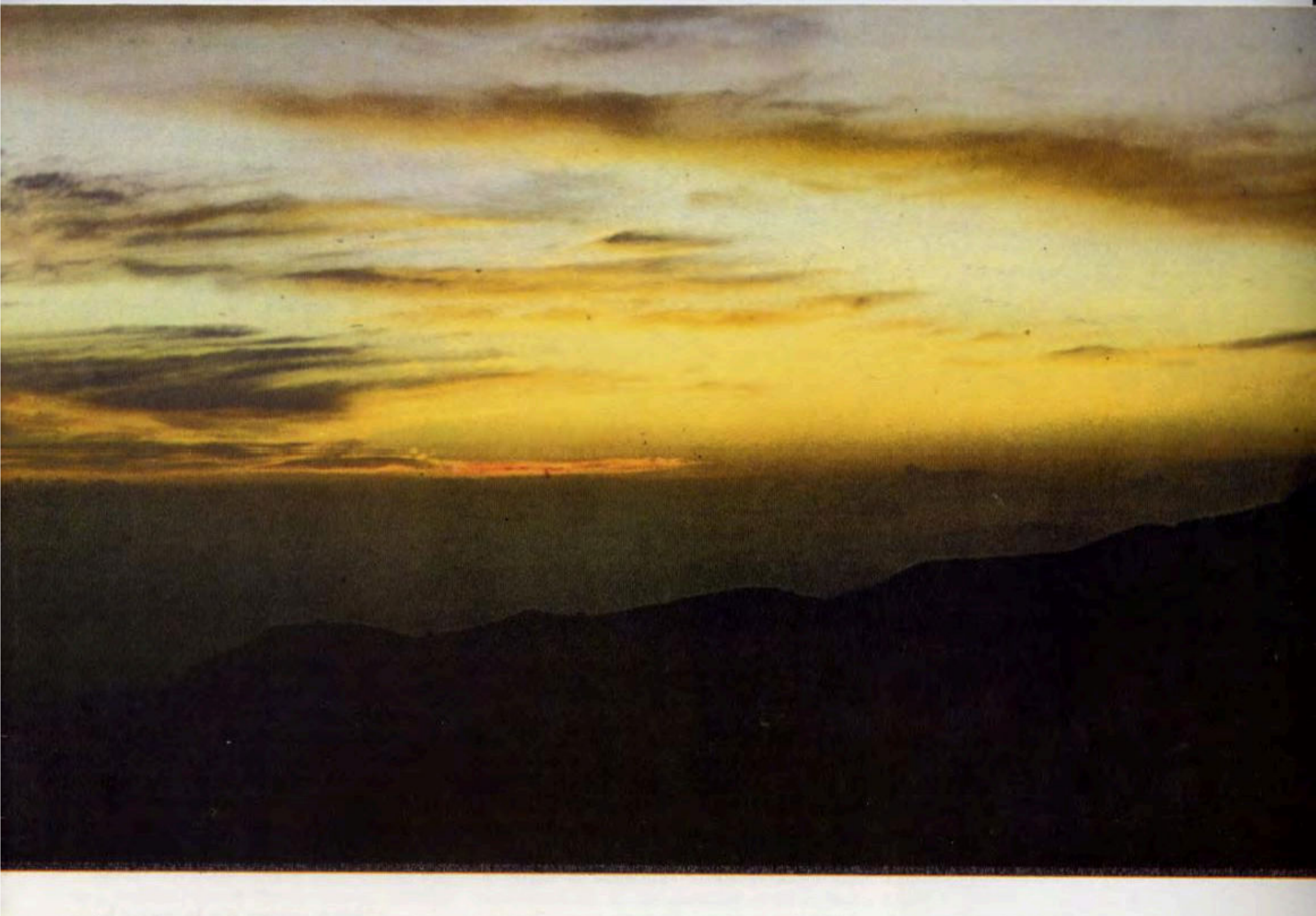
Par centaines, des torrents et des cascades en miniature dévalaient des hauteurs, éclataient sur les roches plates, rebondissaient, se divisaient et se reformaient. Rapides coulées safranées, les eaux limoneuses des oueds emportaient dans un grondement sourd les épaves arrachées à la terre. Dans le ciel nocturne, des masses compactes de nuages verdâtres semblaient ancrées de tout leur poids sur les collines environnantes. Irréel, le paysage délavé s'étendait sous la pâle lueur laiteuse de la lune flottant très haut dans les brumes.

Pataugeant dans l'eau et la boue, une douzaine d'hommes courbés remontaient péniblement le sentier qui débouchait du fond d'un ravin vers le sommet. Parfois l'un d'eux trébuchait sur une souche ou glissait dans une flaque. Il se redressait lentement et reprenait sa marche hésitante en proférant sourdement la litanie des jurons dont la langue arabe est si riche. Les hommes, coiffés de calots ou de casquettes de parachutiste, étaient pour la plupart revêtus de treillis de combat. Sur le haut des manches était cousu l'insigne d'un célèbre commando zonal de la wilaya 4. En travers de la poitrine, des pistolets mitrailleurs tchèques et des berettas italiens se balançaient au rythme de la marche. Au milieu de la petite colonne trois combattants du F.L.N., enveloppés dans des djellabas de laine, progressaient, la tête abritée dans le vaste capuchon. Le froid était vif et posait un masque glacé sur les visages humides.

A l'arrière, un *djoundi* de haute stature fermait la marche. Sur son épaule droite, il maintenait en équilibre un fusil mitrailleur, chargeur engagé. L'arme semblait



Lamar Héry



un jouet dans les mains du colosse, qui, malgré sa corpulence, marchait avec l'aisance d'un vieux coureur de brousse, sélectionnant avec soin les endroits où il posait le pied. Soudain, l'éclaireur de tête atteignit le sommet arrondi et pelé de la montagne de la Mule et s'immobilisa.

Un homme, à la taille élancée, arborant sur son bras les galons de sergent-chef, rejoignit l'éclaireur sur le bord d'un éperon rocheux. De son bras tendu, ce dernier lui désigna les profondeurs de la vallée.

– Ça va être difficile de se retrouver dans ce merdier ! Surtout qu'on a paumé le sentier, effacé par la pluie !

– Continuons, Ahmed, on verra plus loin !

Un homme en djellaba venu rejoindre le petit groupe prit la parole :

– Ne nous attardons pas ! Les heures tournent et si ça continue, nous n'arriverons jamais avant le jour. Les paras risquent fort de nous rattraper. Magnez-vous !

La marche reprit. Instinctivement, les *djounoud* se rapprochaient les uns des autres au fur et à mesure qu'ils descendaient la pente et s'enfonçaient plus profondément dans la brume.

Au bout de trois heures d'une marche exténuante, le sol devint progressivement plus plat. La rocaille du piton fit place à la terre grasse de la plaine. Ahmed trouva l'amorce d'un chemin sur lequel la troupe s'engagea.

Si Hacène et douze « djounoud »...

Brusquement, étrange phénomène de génération spontanée, un misérable gourbi se matérialisa au détour du chemin. Très bas, il paraissait écrasé par le poids de son toit de tuiles. Un mince filet de fumée montait de la cheminée. Les hommes se groupèrent autour de la petite maison de pierre sèche. Un bref conciliabule s'engagea à voix basse : le doute n'était plus permis : la direction avait été perdue dans l'obscurité et le brouillard !

Hacène, le sergent-chef, frappa à la porte de bois vermoulu. Un murmure inintelligible s'éleva à l'intérieur. Dans un grincement de gonds rouillés, l'huis s'entrouvrit sur le trou noir de la pièce d'où s'échappaient d'imperceptibles bruits. Une âcre odeur de suint monta dans l'air humide : les moutons vivaient côte à côte avec les humains. Le visage parcheminé d'un vieux Kabyle s'encadra dans l'ouverture. Les yeux délavés du vieillard découvrirent avec peine les treillis détrempés et les écussons frappés du croissant et de l'étoile rouges. Après les salutations d'usage, Hacène entra. Les hommes, fourbus et crottés, attendaient non loin de là, accroupis à l'abri d'une haie de figuiers de Barbarie. Ils contemplaient avec envie les volutes de fumée constellée d'étincelles que le vent rabattait au-dessus de la toiture. Le feu, ravivé, pétillait dans la cheminée et il leur semblait humer le parfum du café que Hacène, le veinard, devait très certainement déguster à l'intérieur. Ce dernier les rejoignit enfin.

– D'après ce que m'a déclaré le vieux, dit-il, le P.C. ne serait plus aux Ouled-Yahya-Moussa, mais au douar des Iril-Tolba, à environ trois heures de marche. Il nous suffit de suivre le chemin et nous tomberons vraisemblablement sur des guetteurs qui nous guideront.

– D'accord, allons-y ! répondit l'homme à la djellaba. A partir de maintenant, prends la tête. Nous avons perdu beaucoup de temps et le jour ne va pas tarder à se lever.

Longtemps encore, ils durent marcher et lutter contre le vent qui maintenant soufflait en rafales violentes. Déchirées, les brumes s'évanouissaient rapidement, découpant sur l'horizon blêmissant le déroulement des crêtes bleutées.

Ce fut aux abords d'une petite dechra que le premier guetteur se manifesta.

– Halte ! Qui êtes-vous ?

◄ Un ermitage. Ils ne sont pas rares dans le Djurdjura, où sœurs et pères blancs ont évangélisé. Parfois abandonnés, ils servaient de P.C. aux insurgés. C'est dans une cahute de ce style que Léger et ses hommes se présenteront, comme d'authentiques *djounoud* sachant le mot de passe, au P.C. de Si Hocine.



"Soyez les bienvenus !" et il se retrouve ligoté

Sur le sentier, les hommes s'étaient immobilisés debout, les pieds enfoncés dans la boue glacée. Seul, le sergent-chef s'avança de quelques pas, tendant à bout de bras un ordre de mission revêtu du cachet de la wilaya 4.

– Sergent-chef Si Hacène et douze *djounoud*. Nous allons en Tunisie. Nous nous sommes égarés dans le brouillard.

Écartant le rideau de roseaux qui le dissimulait, le guetteur sauta sur le chemin et vint rejoindre le chef de la petite troupe.

A la faveur des lueurs indécises de l'aube, il jeta un bref coup d'œil sur le papier.

– Très bien, frère ! Le P.C. de la zone 1 se trouve à une heure de marche dans la maison de Yayaoui Slimane, des Iril-Tolba. Que Dieu te protège !

Précédé d'un fellah, tiré de ses couvertures pour la circonstance, le groupe de *moudjahidin* de la wilaya 4 montait le sentier empierré qui menait à l'ensemble de la dechra.

La pluie avait cessé mais le froid restait très vif. Parvenu devant la lourde porte, le guide saisit une pierre et en frappa le panneau de bois. Le sergent-chef Hacène répondit lui-même en kabyle à la question posée de l'intérieur. Le vantail pivota lentement et deux silhouettes s'encadrèrent dans l'ouverture. Le plus grand des nouveaux venus arborait des étoiles de lieutenant sur les épaulettes de son treillis tandis que l'autre, le visage fendu par un large sourire, était enveloppé dans les plis d'une gandoura noire. Tous deux étaient armés d'un lourd pistolet automatique.

Hacène présenta son ordre de mission au lieutenant, qui l'examina derrière la flamme d'un briquet.

– Sois le bienvenu en wilaya 3 ! Je suis le lieutenant Hocine, responsable politique de la zone et voici Ahmed Sabri, chargé des liaisons-renseignements. Vous devez être tous très fatigués ! Entrez, nous allons faire du café.

– Je te remercie, répondit Hacène en s'inclinant, mais le jour se lève et j'aimerais marcher encore un peu.

– Allons ! dit Sabri, il y a temps pour tout, y compris pour un bon café ! Il fait froid et la Tunisie est encore loin !

L'état-major de la zone I

Hacène semblait hésiter à accepter l'invitation. Il se tourna vers ses hommes les plus proches. Le tireur au fusil mitrailleur avait appuyé le canon de son arme sur son avant-bras gauche et écoutait, très intéressé, la conversation des trois gradés. Ses compagnons, disséminés autour de la maison, attendaient en silence. L'un d'eux émergea lentement de l'ombre du mur. La tête enfouie dans l'ample capuchon de sa djellaba, la carabine suspendue au cou, il se déplaçait en frappant le sol de ses semelles et

Vanker



◀ **Deux fiers cavaliers qui se découpent sur le bleu du ciel. Pas un mouvement, à des kilomètres à la ronde, n'échappe à leur regard. Qui sont-ils ? Des guetteurs qui vont tourner bride pour communiquer leurs observations à un groupe de l'A.L.N. en embuscade ? Ou les hommes d'un douar préoccupés par la bonne garde des troupeaux ?**





P. Tétrel

◄ Cette guerre qui consiste à « flouer » l'adversaire, par des opérations du style KJ-27, empoisonnera la Grande Kabylie et aussi l'Ouarsenis et l'Aurès *(photo)*.

Trop montagneuse ► pour être riche, la Grande Kabylie laisse ses fils partir, vers la France pour la plupart. En 1958, 250 000 Kabyles expédient, par an, 25 milliards.

J.M. Dorveaux

frottait vigoureusement ses mains l'une contre l'autre. Parvenu insensiblement derrière les deux responsables de la wilaya, sa voix s'éleva, en français, presque amicale :

– La comédie est maintenant terminée ! Levez les bras et dites à vos camarades qui sont à l'intérieur de sortir un par un et d'en faire autant !

Sabri, les reins vrillés par le canon de la carabine, sentit les jambes se dérober sous lui. Hocine, dont le sang paraissait s'être retiré du visage, se retourna, un sourire amer sur les lèvres :

– Bien joué ! dit-il.

Le capitaine Léger releva le capuchon de sa djellaba et désarma les deux chefs rebelles. Sur son ordre, le « sergent-chef Hacène », autrement dit son adjoint Ghandriche, et Alilou, l'ancien agent de liaison de Yacef Saadi, se postèrent de part et d'autre de la porte. Hocine, la voix blanche, ordonna aux occupants du gourbi de jeter leurs armes et de venir le rejoindre à l'extérieur. Quelques instants plus tard, le sergent-chef Barjoux, débarrassé du burnous qui dissimulait ses cheveux blonds, alignait dix prisonniers contre le mur : tout l'état-major de la zone 1.

Parmi eux, Alilou retrouvait avec satisfaction une vieille connaissance : le sous-lieutenant Khasmadji Mostefa, officier chargé de la presse et de la propagande. En mai 1957, après la première « bataille d'Alger », Mostefa l'avait hébergé dans sa demeure de Saint-Eugène en compagnie de Yacef, Ali la Pointe et Ahmed Chaïb dit le Corbeau. Les temps avaient bien changé depuis ! Surcouf, ayant momentanément abandonné son fusil mitrailleur, s'employait à lier méthodiquement les mains et les chevilles des rebelles.

La mise hors de combat des fellaghas avait été discrète et la porte du P.C. s'était refermée sur les vainqueurs et les vaincus. A l'intérieur, Léger faisait l'inventaire du butin. Les états-majors rebelles ayant toujours été paperassiers, une masse de documents s'étalait sur une longue table de bois. En souriant, l'officier interpella Hani et lui montra ses propres lettres. Hani et son « adjoint » Kaddour, qui avaient participé à l'opération, étaient constamment restés dissimulés aux yeux des prisonniers. Léger entendait se réserver quelques chances dans le futur et il importait que Sabri, en particulier, continuât à ignorer le rôle joué par les deux hommes.

Vers 8 heures, le guetteur qui, dans la nuit, avait si obligeamment renseigné le commando, se présenta à l'entrée de l'habitation transformée en forteresse. Encore essoufflé par sa course, il annonça que des groupes de paras venant du nord progressaient en direction des Iril-Tolba. Il mit longtemps à comprendre les raisons pour lesquelles il se retrouva au fond de l'étable, ficelé par la poigne énergique de Surcouf. Léger déploya l'antenne d'un 536 que lui tendait l'un de ses « bleus ». Une heure plus tard, les tenues camouflées des paras du 1er R.P.C., guidés par radio, apparaissaient sur les hauteurs. L'opération KJ-27 était terminée ! En liaison avec les renforts, les hommes du G.R.E. procédèrent à la destruction des ateliers de réparation d'armement et de fabrication de bombes, les fameux « poissons » destinés à Alger.

Des obus, des bombes d'avion, des grenades, trente-six pistolets et neuf ►

Marguerite Sy

◄ Sur la route, un convoi militaire. Sur les bords d'un oued, quelques jeunes hommes en apparence indifférents au mouvement des troupes. Les renseignements sur le nombre des véhicules, les effectifs et l'armement seront transmis à un responsable du F.L.N. dans les heures qui suivront.

premier coup de main d'un style de guerre utilisé par les services du colonel Godard



◀ Soldats en Grande Kabylie. Ruines provoquées par le F.L.N., qui détruisit des centaines d'écoles, ou par l'armée dans les mechtas des zones interdites.

Tremsal



Quand on ▶ montait un coup de main comme KJ-27, un dispositif de sécurité se mettait en place, alentour, dès que le commando annonçait par radio : mission terminée.

fusils furent en outre récupérés. La menace de nouveaux attentats par explosif qui pesait sur la capitale était écartée. Le soir même, les membres du commando et leurs prisonniers rejoignaient dans la montagne le poste d'une compagnie de coloniaux.

Tenant à tout prix à ce que la présence de son jeune agent fût tenue secrète, le capitaine l'avait séparé de ses camarades. Parmi la centaine de suspects arrêtés pour vérification d'identité, il en était certainement quelques-uns qui le connaissaient de vue à la suite de ses différentes montées au maquis. Des pas martelèrent les dalles de la cour. La porte de la chambre s'ouvrit brutalement et un lieutenant de coloniaux apparut, poussant devant lui Ahmed Sabri.

Sabri médusé

S'apercevant de sa méprise, le jeune officier s'excusa aussitôt :

– Pardon, mon capitaine, je me suis trompé de bureau.

Sabri n'en croyait pas ses yeux ! Si Sadek, le chef de la zone autonome d'Alger, était devant lui en chair et en os ! Deux jours avant, lui, Si Ahmed, remplaçant momentanément le lieutenant Kamal, avait écrit à Sadek pour lui demander de venir au maquis... et justement ce 21 janvier !

Tout devint clair dans son esprit. Hocine avait dit « bien joué ». Il ne se doutait pas à quel point.

Léger, furieux, s'adressa au lieutenant :

– Vous ne vous rendez certainement pas compte de la c... que vous venez de

Trouy



◀ C'est souvent de ces crêtes du Djurdjura, où régnaient les « fells », que partaient les ordres et les bombes pour Alger.

Coll. particulière



Cachabia, dont ▶ on rabattait le capuchon et pataugas; la taille prise dans un ceinturon, c'est la tenue « KJ-27 ».

garde contre le « traître Ahmed Sabri ». Il l'invitait à prendre d'urgence les dispositions de sécurité nécessaires et à « donner à tous les groupes armés la consigne d'abattre Ahmed Sabri s'il sera à leur passage *(sic)* ».

— Qu'en penses-tu ?

D'un revers de main, Sabri balaya la sueur qui perlait à son front.

— Je pense, mon capitaine, qu'il faut que le G.R.E. soit très fort pour parvenir à faire condamner à mort les vieux militants du F.L.N. par le F.L.N. lui-même ! Si vous me faites confiance, je suis prêt à travailler pour vous.

— Ma confiance sera proportionnelle aux déclarations que tu me feras au sujet de cette fameuse organisation parallèle dont nous menaçait Kamal !


Tremsal

faire ! Mettez-moi ce type au secret, et le plus complet. Je vous tiens pour personnellement responsable !

Sabri souriait de toutes ses dents. Il savait cependant, en passant la porte, que la mort sortait en même temps que lui. Restés seuls, Léger et Hani se regardèrent. La même pensée se lisait sur leur visage.

— Je crois, mon capitaine, qu'il n'y a pas d'autre solution !

— Je le crains ! Lui-même ne l'ignore pas, et pourtant il souriait. J'espère que nous pourrons faire autre chose. Attendons à demain.

« Quand veux-tu être exécuté ? »

Le lendemain, Sabri, fort surpris d'être encore en vie, fut embarqué dans un camion au milieu des bleus du G.R.E. En face de lui, Surcouf le couvait du regard. Malgré son courage, ses mains, crispées sur le montant de la banquette, tremblaient doucement. Après les durs cahots de la piste, le véhicule s'engagea sur le bitume de la route d'Alger. Alger !... Cela faisait deux ans que Sabri n'avait pas revu sa ville ! La mer, la cascade des maisons blanches de la Casbah, l'odeur de la kémia dans le petit café dont il était propriétaire, rue Marcy, à Belcourt !

La gorge serrée, il contempla la foule des passants qui se pressaient devant les magasins illuminés. Le camion se dirigea vers les hauteurs d'El-Biar et s'immobilisa devant le portail d'une petite villa mauresque. Sabri qui s'attendait à la paille humide d'un cachot fut installé dans une chambre du sous-sol meublée d'un excellent lit. Avant de descendre, Surcouf lui avait proposé une boîte de bière. Il en avait retrouvé avec plaisir le goût oublié au maquis. Cinq jours passèrent. Hani et Ghandriche, venus lui rendre visite à tour de rôle, lui donnèrent des nouvelles de sa famille, lui parlèrent du G.R.E. et de son chef. Le 27 janvier, il put, en compagnie de Surcouf, rendre visite à sa femme et à ses enfants. A son retour à El-Biar, Léger le fit asseoir dans son bureau. Debout devant lui, il lui posa une question :

— Alors, Sabri, quand veux-tu être exécuté ?

L'heure redoutée était arrivée : Sabri se sentit devenir tout mou !

— C'est vous qui savez, mon capitaine.

En souriant, l'officier lui présenta un papier revêtu du cachet du Front.

— Il ne s'agit pas de moi mais de tes petits camarades. Nous avons reçu de leurs nouvelles, lis !

Les doigts tremblants, Sabri saisit la lettre datée de la veille et signée de son chef, le lieutenant Kamal. Le responsable de la zone 1, s'adressant à son « cher frère Si Sadek », le mettait en

Les fameux « poissons »

Tout avait commencé vers la mi-janvier. Les quelques attentats fictifs commis à Alger par le G.R.E. n'avaient que momentanément satisfait les hommes de la wilaya 3. De nouvelles lettres étaient parvenues dans les boîtes postales. Elles exprimaient toutes le mécontentement devant l'inactivité de l'organisation d'Alger. La menace d'une organisation parallèle était une fois de plus brandie. En outre, la livraison des « poissons » était subordonnée à l'exécution d'actions armées, meurtrières et nombreuses. Léger ne pouvait aller plus loin. D'accord avec le colonel Godard, il avait décidé de terminer l'affaire en beauté par l'opération KJ-27.

Grâce à Sabri, elle se poursuivit, à Maison-Carrée, par l'arrestation des membres, peu nombreux, d'ailleurs, de la nouvelle organisation.

Le plus étonnant restait encore à venir !

Léger, bien que n'y croyant plus, avait, à tout hasard, fait écrire une lettre par Hani en réponse à la mise en garde de Kamal. Sabri y était traîné aux gémonies et promis à une mort certaine. Le 4 février, Kamal répondait en se félicitant que « rien n'eût été touché dans l'organisation ». Il confirmait la condamnation de Sabri, désormais membre à part entière du G.R.E., et donnait l' « ordre formel de lancer des grenades au Coq-Hardi, au bar de la rue Henri-Martin et surtout dans le centre de réunion des « bleus-de-chauffe », rue Émile-Maupas ».

Il demandait également, chose beaucoup plus grave, que Kaddour montât d'urgence aux Ouled-Yahya-Moussa pour y apporter « le bilan politique et militaire de la Z.A.A. ».

Dès lors, Léger se trouvait devant un nouveau et délicat problème : devait-il prendre l'ignorance du maquis pour feinte ou bien réelle ? H

Paul LEROY

ALGÉRIE 1958 : UN PROBLÈME INTERNATIONAL ?

Habib Bourguiba et Mohammed V (à sa gauche, son fils, l'actuel roi Hassan II) vont tenter d'intervenir dans le conflit algérien, ménageant à la fois la France et le F.L.N. pour les faire entrer en négociation. L'un et l'autre ont leur territoire frontalier occupé par les bases algériennes, notamment celles de Nador, au Maroc, et de Ghardimaou, en Tunisie. Les exigences du F.L.N. et l'immobilisme de la politique française, Sakiet, enfin l'arrivée d'armes de toute provenance, depuis des mois, pour l'A.L.N., bien avant que le F.L.N. menace de se tourner vers la Russie, les inclinent à agir enfin.

En ce début d'année 1958, la « bataille d'Alger » est terminée. Les Européens sont rassurés : ils peuvent circuler à nouveau dans les rues sans craindre qu'à tout moment une bombe n'explose, comme naguère au Milk-Bar, à la Cafeteria ou au Casino de la Corniche. La Casbah, ce repaire pratiquement inviolé depuis la conquête de 1830 — qu'on se souvienne de *Pépé le Moko* — est quadrillée par les hommes du contingent, les paras et les « bleus-de-chauffe », ces jeunes Algériens devenus les auxiliaires de l'armée française. De temps à autre, on compte bien encore un attentat, baptisé règlement de comptes, comme au début des événements, puisque la victime est musulmane. Dans l'ensemble, l'ordre règne à Alger. Massu et Lacoste peuvent affirmer à leurs visiteurs, membres des commissions d'enquête, journalistes métropolitains ou étrangers, qu'ils ont la situation bien en main.

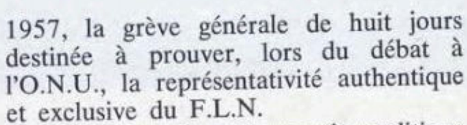
C'est vrai à Alger et pour la situation militaire.

Mais le problème algérien a toujours les mêmes aspects politiques. Et de ce point de vue l'on peut affirmer, avec le recul que permet l'Histoire, que la « victoire » d'Alger n'a fait que précipiter la victoire politique d'un F.L.N. que l'on voulait exterminer. Le véritable vainqueur de la « bataille d'Alger » c'est le F.L.N. Après avoir regroupé dans son Comité de coordination et d'exécution — C.C.E. — les différentes tendances du nationalisme algérien, il se prépare à accroître son audience nationale et internationale, en attendant le jour où il se constituera en gouvernement provisoire de la République algérienne.

Ironie de l'Histoire. Au moment où Bourgès, Lacoste et Massu décident d'engager la gigantesque opération de répression dans la capitale, le C.C.E. d'Alger vient justement de décider de mettre un terme aux attentats aveugles contre la population civile. Cet état-major comprend cinq membres de droit : Abane Ramdane, Ben Youssef Ben Khedda, Krim Belkacem, Larbi Ben M'Hidi et Saad Dahlab, et un membre de fait : Mohamed Lebjaoui, qui assiste aux réunions en tant que membre du C.N.R.A. Ce sont ces six personnes qui ont décidé de déclencher, au début de

L'O.N.U., comme une énorme borne où viennent aboutir toutes les querelles du monde. Un temps viendra où les délégations F.L.N. hanteront ses couloirs et y mèneront leur grande offensive diplomatique. Stratège : Yazid.

Slade/Paris-Match



1957, la grève générale de huit jours destinée à prouver, lors du débat à l'O.N.U., la représentativité authentique et exclusive du F.L.N.

« Tout ce qui avait une tête politique dans le F.L.N. se rendait bien compte que les attentats terroristes aveugles se retournaient politiquement contre nous, raconte aujourd'hui Mohamed Lebjaoui. Au début de l'insurrection, nos groupes armés se contentaient d'abattre des traîtres, des mouchards, des tortionnaires, des gardiens de prison, complices ou agents de l'appareil de répression anti-algérien. Nous avions donc, en 1956, de fréquentes discussions, à la direction du F.L.N., au sujet des actions incontrôlées de certains de nos groupes. C'est pourquoi la décision de principe fut prise, à la fin de 1956, d'abandonner ce type d'action et de recourir à une manifestation non violente : la grève générale du 28 janvier 1957. »

Des hommes et des citoyens à part entière

Lacoste, Bourgès et Max Lejeune, qui prirent sur eux de donner carte blanche aux paras du général Massu, ne pouvaient pas, bien entendu, avoir connaissance d'une telle décision. Du moins pouvaient-ils pressentir les inévitables conséquences des arrestations massives et de la torture élevée au rang d'instrument de gouvernement. La « bataille d'Alger » aboutit à l'anéantissement d'un réseau local de terroristes : une centaine de personnes au total. Elle ne signifia nulle-



Coll. Y. Courrière



Saad Dahlab. ▶ Il fait partie du C.C.E., à l'heure où il décide de mettre un terme aux attentats aveugles. En 1957. Il est trop tard.

Keystone



M'hamed ▶ Yazid, porte-parole du F.L.N. sur la scène internationale, familier des couloirs de l'O.N.U. et des salons new-yorkais.

Kahia



A droite, Dag ▶ Hammarskjoeld, ancien ministre des Affaires étrangères de Suède, secrétaire général des Nations unies, élu en 1953, réélu en 1957. *A gauche,* Bahi Ladgham, très habile ministre tunisien des Affaires étrangères.

Keystone

ment la fin de la résistance armée, ainsi qu'on put s'en rendre compte quelques mois plus tard. Elle fit surtout basculer vers le Front la masse des attentistes.

Je me contenterai ici de citer l'exemple d'un homme que je connaissais de longue date comme totalement gagné aux idées d'assimilation et d'intégration : Si Hamza Boubaker, aujourd'hui directeur de l'Institut franco-musulman et de la mosquée à Paris. Si Boubaker n'avait jamais songé à cacher ses sentiments profrançais : professeur à Alger, il éditait même un journal défendant les thèmes de la fraternité entre communautés et du rapprochement des cultures. Lorsque je le retrouvai, en 1958, à Paris, c'était un homme transformé. Il avait été arrêté et « interrogé » par les paras. Pour rien. Ainsi que 90 % des 20 000 Algériens arrêtés et « interrogés » durant les cinq ou six mois de la grande purge. Ces hommes et ces femmes découvrirent que le F.L.N. avait raison : sous la loi française, les Algériens ne pouvaient être des hommes et des citoyens à part entière.

"La France, c'est fini"

« La répression à Alger, me confie, en mars 1957, Abderrahmane Farès, futur président du gouvernement provisoire, a une signification politique évidente aux yeux des Algériens. Elle va dans le même sens que l'expédition manquée de Suez. Elle signifie que le gouvernement français refuse le dialogue, ne songe qu'à utiliser le langage de la force et donc que le fameux triptyque de Guy Mollet n'est qu'un leurre. »

Et Ahmed Boumendjel, futur porte-parole du G.P.R.A. à Melun, marié à une Française, inscrit au barreau de Paris depuis dix ans, me déclare, au lendemain de l'assassinat de son frère Ali, à Alger : « Pour moi, la France, c'est fini. » Il gagnera Tunis quelques semaines plus tard.

A Tunis, en novembre 1957, le nouveau Comité de coordination et d'exécution est réuni en permanence. En septembre, après deux conférences qui ont eu lieu en juillet et août à Tétouan et au Caire, le nombre de ses membres a été porté de cinq à neuf. Trois « politiques » y ont fait leur rentrée : Ferhat Abbas, Lamine Debaghine et Abdelhamid Mehri. En tant qu'originaires d'anciens partis nationalistes modérés, ils sont regardés comme plus aptes que les « Kabyles » à accomplir les missions politiques de représentation qu'implique la nouvelle conception de la lutte.

Comme en France sous l'occupation !

« Nous n'avions pas le choix, m'expliquera, en octobre 1959, Ferhat Abbas à Tunis. Personnellement, je n'avais jamais cessé d'œuvrer pour la négociation. J'étais même venu m'installer à Paris en 1956 dans l'espoir que des hommes politiques français saisiraient l'occasion d'entamer le dialogue. On a feint d'ignorer ma présence. Le projet de loi-cadre de Bourgès-Maunoury, d'août 1957, ne pouvait, en aucun cas, fournir un début de terrain d'entente. La fédéralisation proposée n'était qu'une application du principe : diviser pour régner. Je crois qu'en fait le gouvernement français n'a jamais eu l'espoir sérieux de rallier la masse musulmane — sans parler du F.L.N. — à un tel programme, où l'introduction du collège unique perdait toute signification. Il s'agissait simplement pour lui de sauter l'obstacle de l'O.N.U. Il ne nous restait plus, quant à nous, qu'à durcir la lutte en l'élargissant internationalement et en cherchant des concours à l'extérieur. »

Durcir la lutte, c'est d'abord en réaffirmer les principes de base. Le 27 septembre 1957, le F.L.N. fait connaître son refus catégorique du projet de loi-cadre de Bourgès. « Pas d'élections en Algérie, même sous contrôle international, écrit *El-Moudjahid,* aussi longtemps que le territoire national ne sera pas complètement libéré. Il ne s'agit pas de savoir si des élections de ce genre seraient libres ou non : les élections sont une affaire intérieure qui concerne uniquement l'Algérie. »

Un rejet aussi catégorique ne s'explique pas seulement comme une réaction au refus français de considérer le F.L.N. comme l'interlocuteur représentatif de l'ensemble du peuple algérien. Il procède surtout de la conviction intime où sont parvenus les dirigeants algériens qu'ils ▶


La Dépêche
de Constantine et de l'Est algérien
7-8
L'ALGERIE RESTERA FRANÇAISE
ont juré, au nom de leurs camarades les anciens combattants venus de la Métropole
Une grandiose manifestation d'union à Alger
M. Robert LACOSTE répond à KENNEDY :
NON, L'ALGÉRIE NE SERA PAS INDÉPENDANTE
Il faut que nos adversaires le sachent bien
LE SERMENT DES ANCIENS COMBATTANTS
RAID REBELLE sur une mechta près de La Calle
DEUX NOUVEAUX ATTENTATS TERRORISTES A BONE
Les C.F.A. à l'heure du pétrole
Un rebelle condamné aux travaux forcés à perpétuité
Le général ELY grand-croix de la Légion d'honneur

Hoyau

Bourguiba : ménager la France et le F.L.N., en appeler à l'O.N.U. ...

Tunis *(photo de gauche)*, où Bourguiba pousse aux négociations entre le F.L.N. et la France. A Alger, Robert Lacoste a répondu à la tapageuse prise de position de Kennedy. Enfin, au Caire *(à droite)*, la conférence qui se tient, fin 1957, réunit, cette fois, Russes et F.L.N.

pourront désormais faire durer le soulèvement militaire et politique aussi longtemps qu'il sera nécessaire. De même que le S.T.O. (Service du travail obligatoire) a peuplé les maquis français entre 1942 et 1944, de même c'est la répression qui fait fuir des milliers d'Algériens de tout âge vers les frontières, encore perméables à l'époque.

Recrutement à guichets fermés

A Tunis et à Oujda, les jeunes *moudjahidin* font queue devant les bureaux de recrutement de l'A.L.N. Pour les armer, Krim, Boussouf, Ouamrane et les responsables militaires n'ont aucune difficulté. Après l'offensive franco-anglaise avortée contre Suez, la solidarité arabe s'est renforcée. Les convois d'armes vers l'intérieur sont incessants, révèle en décembre 1957 un reportage du journaliste italien Raffaelo Uboldi, paru dans *l'Avanti* et qui fait grand bruit. Uboldi raconte qu'il a assisté à des engagements mettant en jeu des effectifs de l'ordre du bataillon, que le moral et la discipline de ces troupes sont remarquables, les contacts avec la population, excellents.

Les dirigeants du F.L.N. vont donc, désormais, s'en tenir au préalable de l'indépendance. Et ce, malgré les objurgations de certains hommes de gauche français ou d'amis tunisiens et marocains qui leur font remarquer qu'ils retardent ainsi l'ouverture des pourparlers et que l'essentiel est de s'asseoir à une table de conférence. A cela, Ferhat Abbas, Krim, Ben Khedda répondent que des rencontres secrètes ont déjà eu lieu en Italie, à Belgrade ou au Caire et qu'à aucun moment les Français n'ont accepté de discuter sérieusement d'un processus permettant de déboucher sur le cessez-le-feu. Pour eux, les intentions du gouvernement français sont révélées ostensiblement par le contenu d'une guerre menée contre le peuple algérien, non pas comme une pacification, mais comme une liquidation.

En fait, les Algériens comptent de plus en plus sur la pression internationale. Le conflit coûte très cher financièrement à la France, raisonnent-ils. Pour donner un contenu au plan Soustelle et à la loi-cadre, le Parlement va être obligé de voter des crédits énormes pour l'Algérie. Qu'il soit de gauche ou de droite, un gouvernement français va se heurter à ce goulet d'étranglement. Une solution : l'aide financière des Etats-Unis. Mais ceux-ci ne laisseront pas la situation se dégrader en Afrique du Nord comme elle s'est dégradée au Proche-Orient. Ils finiront par recommander à la France une solution négociée.

Ainsi le C.C.E. se préoccupe-t-il de renforcer son bureau diplomatique à l'O.N.U., qu'anime le nouveau responsable de l'Information, M'hamed Yazid. Ferhat Abbas entreprend une tournée de conférences en Amérique latine. Ouamrane, Lamine parcourent le Proche-Orient. Toufik El-Madani est demeuré au Caire.

En février 1958, l'ouverture d'un bureau à Moscou est envisagée et, quelques mois plus tard, une mission algérienne sera instituée pendant quelque temps en Allemagne fédérale sous la direction de l'avocat Aït Ahcène. En fait, dès cette époque, des rumeurs commencent à circuler selon lesquelles le F.L.N. se préparerait à constituer un gouvernement. La question est abordée publiquement, fin avril 1958, à la conférence de Tanger, qui réunit le F.L.N. l'Istiqlal et le Néo-Destour. Dans le communiqué final, les participants recommandent officiellement la constitution d'un tel gouvernement « après consultation des gouvernements tunisien et marocain ».

Pourquoi pas Hammarskjoeld ?

C'est également vers l'O.N.U. que regardent Bourguiba et Mohammed V. Ils pensent qu'aucun gouvernement français ne pourra plus, à lui seul, imposer sa volonté aux colons et à l'armée. La thèse du président Bourguiba est qu'une conférence à quatre France-Tunisie-Maroc-



Cossyre

F.L.N. pourrait être le cadre de négociations « sans préalable ». Du moins pourrait-elle donner le coup d'envoi à l'ouverture de ces négociations. Bourguiba pense que si l'O.N.U. recommandait une telle conférence, les Algériens pourraient l'accepter. Eux céderaient sur le préalable, les Français sur le principe de la négociation. L'Assemblée pourrait, par exemple, charger la Tunisie, le Maroc et la France de chercher avec le secrétaire général Dag Hammarskjoeld, une solution au conflit. Cette procédure contribuerait à ménager les susceptibilités françaises et aboutir rapidement à la négociation.

Telle est la situation à la veille de Sakiet-Sidi-Youssef. L'union syro-égyptienne a été proclamée fin janvier 1958.

Bourguiba angoissé...

Vingt-huit millions d'Arabes sont rassemblés sous un seul drapeau dans l'Etat que présidera demain Gamal Abdel Nasser. Dans son discours du jeudi 6 février, Bourguiba réaffirme :

« Nous avons choisi la solidarité avec l'Occident. Si la guerre dure, si le peuple algérien désespère de l'Occident, s'il se laisse attirer sur la pente attrayante de l'indépendance arabe qui a déjà entraîné les peuples déçus par l'Occident, il y a des chances pour que toute l'Afrique suive le mouvement »

Jamais Bourguiba n'a tenu pareil langage. Jamais son angoisse n'a paru si clairement. Il vient d'être informé que, dans quelques heures, les dirigeants du F.L.N., installés à Tunis depuis plus d'une année, vont partir pour Le Caire. Non seulement pour y tenir une conférence générale, mais pour s'y installer de façon permanente. Pour lui, c'est un dramatique échec. L'échec de son long et tenace effort pour préparer une paix qui ferait à l'Algérie indépendante sa place dans un Maghreb fédéré, mais uni à la France.

Le F.L.N. se tourne vers l'est

Les Algériens s'en vont vers l'est. Ils vont se tourner vers l'est. Et Bourguiba le déplore devant Tom Brady, envoyé spécial du *New York Times*.

Quarante-huit heures plus tard, le samedi 8 février à 11 heures, 6 chasseurs bombardiers, 8 chasseurs à réaction et quelques B-26 mitraillent en piqué le poste frontière de Sakiet-Sidi-Youssef : le village est à moitié détruit et l'on relève 72 morts et 87 blessés.

Bourguiba est anéanti. « Les Algériens avaient raison, dit-il, ils m'avaient prévenu. » A la radio, il annonce qu'il exige l'évacuation immédiate des troupes françaises.

Mais à Masmoudi, son ambassadeur, qui arrive de Paris :

« Ce n'est qu'un incident de plus. Le travail pour la paix continue. Ils reviendront », avait-il déclaré. H

Robert BARRAT

Vautier



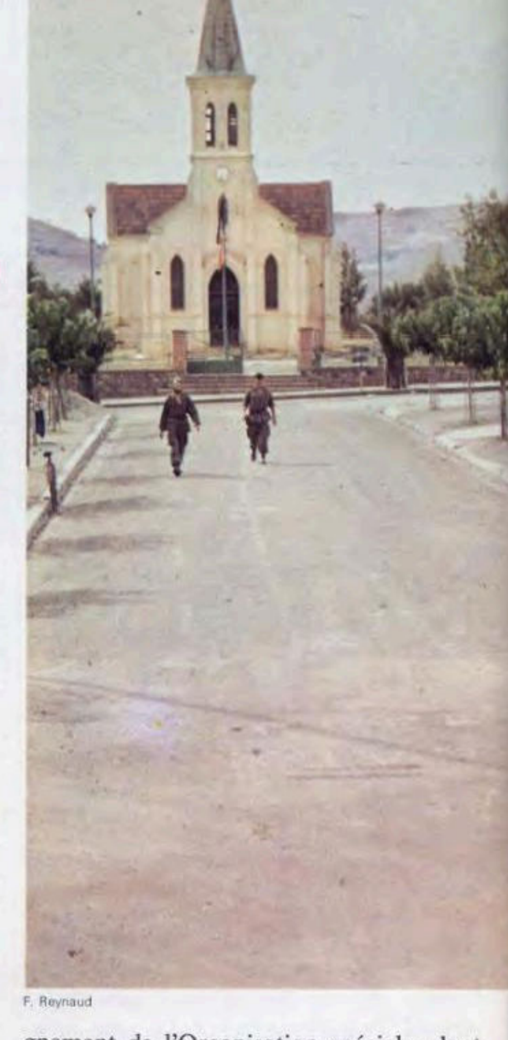
◀ Tentative de franchissement de la ligne Morice. En face des armes et des combattants de l'armée des frontières, il y aura désormais ce redoutable réseau de barbelés...

Reveillère



La guerre fait fuir ▶ les civils algériens, qui iront, jusqu'au moment où le barrage sera édifié, chercher asile en Tunisie. Certains y rejoignent leur fils ou leur frère passé au maquis.

KOBUS OU LE DANGER DES RALLIEMENTS



F. Reynaud

BELHADJ DJILALI ABDELKADER est né en 1921 dans la région de Miliana, d'une famille de propriétaires terriens. Son père, officier de réserve, avait participé à la guerre de 1914-1918.

Après de bonnes études, Belhadj sera un temps — comme le seront curieusement pas mal de futurs chefs de la rébellion algérienne — secrétaire de commune mixte.

Attiré par le nationalisme militant, il adhère à l'organisation secrète du P.P.A., où il est chargé du renseignement.

Arrêté en 1950, il est, malgré des aveux intéressants, condamné à trois ans de prison. Il est libéré prématurément, ayant accepté de renseigner la police.

Nombreux seront les nationalistes algériens qui renseigneront la police, soit avec sincérité, soit pour sortir plus rapidement de prison. Ces retournements avaient des motifs complexes.

Pseudonyme : André

Bien des policiers nourrissaient pour les nationalistes une estime sincère, bien des nationalistes se défendaient mal d'une certaine tendresse pour leurs adversaires. Arrêté, on préférait être un peu bousculé pour justifier les aveux ; sévèrement condamné, on ne restait jamais bien longtemps en prison : pour en sortir, on acceptait les propositions des policiers, sans illusions exagérées de part et d'autre. Cela faisait partie du jeu.

J'ai ainsi le souvenir d'un futur membre important du F.L.N. — dont on ne peut guère en ce moment imprimer le nom — qui, serré de près par la police, tenta, en 1950, de s'engager à la légion étrangère. J'étais très sur l'œil : on venait de dévaliser la poste d'Oran. Je fis observer au candidat que la légion, non par racisme, mais simplement pour des raisons administratives, n'engageait que les ressortissants des pays européens (1).

Indigné, il me répondit : « Moi ! Je ne suis pas européen ? Mais demandez donc à mon ami le commissaire Loffredo. Il sait bien que je suis français ! »

Je maintins mon refus et fis sortir le candidat malheureux par cette petite porte bardée de verrous, pratiquée dans le mur du quartier, donnant sur une rue discrète par où — légion oblige — tant de légionnaires en délicatesse avec le code quittèrent la légion.

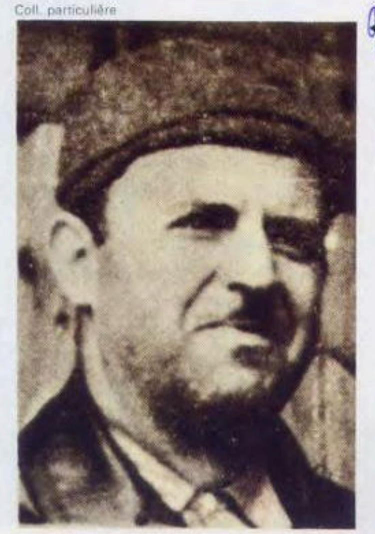
Bien m'en prit ! A peine mon musulman était-il sorti que, par une autre porte, se présentaient deux inspecteurs dépêchés par mon ami le commissaire Labat, de la police judiciaire d'Oran, sans illusions d'ailleurs sur le résultat de leur démarche. Je n'eus pas à altérer la vérité : « X... ? Connais pas ! »

Peut-être ai-je perdu, ce jour-là, l'occasion d'avoir un légionnaire de plus et un nationaliste de moins !

Revenons à Belhadj. Les aveux qu'il avait faits à la police en 1950 sont connus du C.R.U.A. Ils ne feront pas obstacle cependant à son admission, sous le pseudonyme d'André, dans la nouvelle organisation qui devait déclencher la rébellion. Belhadj est parvenu à convaincre ses amis que, s'il avait effectivement dénoncé des nationalistes, d'ailleurs connus de tous, il avait, en revanche, réussi à préserver le Service de renseignement de l'Organisation spéciale, dont il était le chef. Belhadj sera l'un des informateurs qui permettront à Jean Vaujour, directeur de la Sécurité, de déceler, en novembre 1954, l'imminence de la rébellion armée.

Belhadj se croit-il brûlé ? Craint-il de rejoindre un maquis ? Agit-il par intérêt ou par conviction ? Il adopte une position politique modérée. Aux policiers qui le manipulent, il ne dissimule pas ses

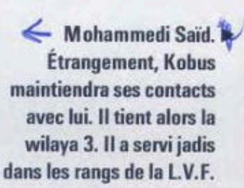
Coll. particulière



Si Salah, qui commandera la wilaya 4 dans les rangs de l'A.L.N., proposera un jour à la France une paix séparée si le G.P.R.A. ne se décide pas à négocier.

Coll. Y. Courrière





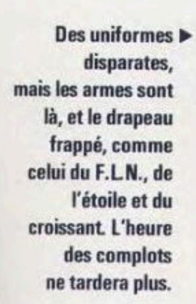
Mohammedi Saïd. Étrangement, Kobus maintiendra ses contacts avec lui. Il tient alors la wilaya 3. Il a servi jadis dans les rangs de la L.V.F.

(1) A vrai dire, la légion baptisait parfois turcs des E.V. musulmans... puisqu'il y avait une Turquie d'Europe ! Mais je ne tenais pas à voir le trésor de guerre que possède toute bonne unité de légion tomber dans l'escarcelle de Messali Hadj.

Les débuts du ▶ maquis Kobus sont très modestes. Il n'aura que 50 partisans ignorant que la France les arme et les équipe. Ce chiffre montera à près de 600.



Coll. Jacquin



◀ Kobus, déformation du mot arabe *kabbous* (pistolet) : un ancien « indic » de police sous protection française pour organiser un maquis anti-F.L.N. près de Littré.



Coll. Jacquin

Des uniformes ▶ disparates, mais les armes sont là, et le drapeau frappé, comme celui du F.L.N., de l'étoile et du croissant. L'heure des complots ne tardera plus.

aspirations nationalistes : indépendance algérienne dans le cadre d'une association avec la France.

Belhadj est un indicateur, mais un indicateur hors série, capable de jouer un rôle politique.

Ce commissaire L..., de la D.S.T., désireux peut-être aussi d'éloigner d'Alger un collaborateur parfois envahissant, se met d'accord avec Belhadj, en octobre 1956, pour monter un contre-maquis dans l'Orléansvillois.

Belhadj, qui répondra désormais au nom de guerre de Kobus, compte déjà quelques amis, armés, dans cette région où le parti communiste algérien a souvent, non sans succès, disputé aux mouvements nationalistes la clientèle électorale. C'est dans l'Orléansvillois que s'est réfugié — et a été abattu — l'aspirant de réserve Maillot après sa désertion avec un camion d'armes. Son maquis des « Combattants de la libération » a dû rejoindre le Front, ce qui fournit à Kobus un excellent tremplin pour dénoncer la collusion du F.L.N. et du marxisme, évidemment incompatible avec l'islam (1).

Kobus débute modestement. Il recrute initialement une cinquantaine de partisans. Ceux-ci, à l'exception de son beau-frère Ezziane Mohamed, dit Nasser, et d'un proche parent, Saddek Bouziane Mohamed, dit Khaled, ignorent encore les liens de Kobus avec les Français. Pour Belhadj, le F.L.N. est d'essence marxiste et inféodé au communisme international. Instance politique, le F.L.N. détourne les combattants du seul objectif digne de sacrifice : l'indépendance de l'Algérie. Belhadj prétend créer la véritable A.L.N., celle-ci combattra l'ennemi prioritaire : le communisme impérialiste.

(1) Théorie du moment.

Une position ambiguë

Avec la France ? Il sera facile de s'entendre : le nationalisme sécrète une force qui obtiendra inéluctablement un écho en métropole et qui trouvera une place que lui reconnaîtra la France.

La position de Belhadj à l'égard de ses hommes, comme à l'égard de la France, est donc ambiguë. Elle est encore plus complexe pour qui sait que Kobus est aussi responsable F.L.N. en vertu de contacts maintenus avec la wilaya 3 — la Kabylie — par l'intermédiaire du chef de celle-ci, Mohammedi Saïd, dit Si Nasser.

Début 1957, Kobus a recruté 400 hommes. Son organisation s'implante au sein de la population de la même manière que le F.L.N.

La présence des partisans de Kobus entre la vallée du Chélif et les djebels de l'Ouarsenis, de l'oued Fodda à Duperré, pose quelques problèmes, militaires et autres. En mars 1957, le lieutenant Heux, brillant officier de cavalerie et parachutiste de surcroît, est chargé par le commandement « d'amener la « force K » à se ranger ouvertement aux côtés de la France ». Jusque-là, outre les relations avec la police, Kobus était discrètement en contact avec le capitaine Hentic, qui assurait la bonne marche de la harka des Beni-Boudouane, et le capitaine Conille, de la S.A.S. de Lamartine.

On ne pouvait pas traiter de la même manière la harka du bachagha Boualem, qui combattait ouvertement sous le drapeau français, et des « maquisards », qui arboraient les insignes du F.L.N.

Que voulaient ces hommes ? Qu'étaient-ils ? Comment se battaient-ils ?

Le 11e « choc » à la rescousse

En mai 1957, Kobus présente le lieutenant Heux aux chefs de la « force K ». La réunion a lieu au cœur des monts de l'Ouarsenis, dans une salle décorée du drapeau « algérien ». Les maquisards découvrent, pour l'immense majorité, l'alliance avec les Français. Certains ne l'admettent pas et tentent — fin mai 1957 — une mutinerie, qui échouera grâce à la fermeté de Mahdjid, en réalité Sellam Hamid, originaire de Chéragas, dont Kobus a fait un lieutenant-colonel chef de sa section administrative, c'est-à-dire en quelque sorte son commissaire politique.

Le commandant de la wilaya 5, Si M'hamed, n'ignore rien de l'affaire Kobus. A la suite de querelles internes, quelques belhadjistes ont rejoint le Front et, inversement, des *djounoud* du F.N.L. sont passés à la « force K », toute une section en avril.

Les accrochages avec le F.L.N. sont nombreux, la « force K » sait se battre.

Sous peine de faire le jeu des Français, le F.L.N. ne peut ouvertement dénoncer la connivence de Kobus avec les forces de l'ordre.

Kobus réclame des armes pour ses hommes jusque-là dotés d'un armement hétéroclite souvent récupéré sur les rebelles.

La « force K » enregistre de nombreux succès. La 3e compagnie du 11e « choc », commandée par le capitaine Faury, est chargée, en août 1957, d'appuyer les opérations de la « force K », Heux conservant toujours la responsabilité de l'affaire et devenant le commandant du quartier du « Douï », où opèrent les

(suite page 1316)



TIKOUBAÏN
Petit village perché dans la nature, près de Tizi-Ouzou, dont le nom signifie « Col des genêts », au sud du djebel Beloua.



de Bellounis à Kobus, le scénario reste le même : discorde, complot, trahison... et un drapeau tricolore planté à la place de la tête...



Le bachagha Boualem, dont la loyauté n'a jamais failli. Avec sa harka, il combat le F.L.N. en wilaya 4.

(suite de la page 1313)

belhadjistes. Le tandem Faury-Heux s'efforce d'entraîner Kobus dans des opérations strictement militaires et de le détourner d'objectifs « politico-fiscaux » pas très clairs.

Par sa dynamique révolutionnaire, la « force K » déborde de son cadre initial.

Avec l'accord de Prévost, sous-préfet de Duperré, et de l'officier S.A.S., le capitaine Leymarie, elle prend place dans les délégations spéciales installées dans les communes. Elle opère à Alger, c'est-à-dire qu'elle recueille des « dons volontaires ». Elle prend contact avec Bellounis.

Début 1958, cependant, sur le plan opérationnel, les activités de la « force K » sont en baisse.

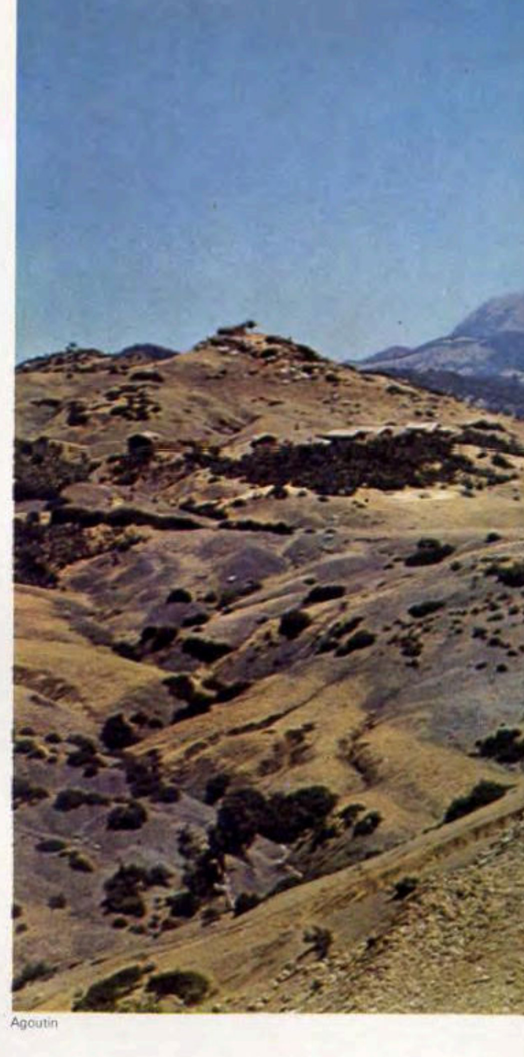
Comment pourrait-il en être autrement ? La conférence de Tanger entre Marocains, Tunisiens et Algériens, et contre laquelle la France n'a pas ouvertement réagi, a consacré l'autorité du F.L.N. L'affaire de Sakiet-Sidi-Youssef et les « bons offices » anglo-américains marqueront les hésitations de la politique française.

Un complot se développe

Ciosi, inspecteur général de l'administration, est chargé d'enquêter sur l'affaire Kobus. Il rencontre Belhadj en décembre 1957. On accorde à Kobus un armement supplémentaire, indispensable si l'on veut l'engager dans des opérations de plus en plus sérieuses. On l'autorise à porter ses effectifs à 2 000 hommes — il n'en aura jamais plus de 600. Contre fourniture de renseignements, on lui permet de créer à Alger un réseau de soutien dont l'expérience démontrera la vanité, bien que, toujours au nom du F.L.N., il procède à quelques attentats contre des éléments nationalistes.

Le doute cependant s'est insidieusement répandu dans l'esprit de certains cadres belhadjistes. Ils savent à présent qu'ils combattent aux côtés des Français et qu'ils sont liés à leurs succès. Or la France n'est-elle pas prête à négocier avec le F.L.N. ?

De son côté, la wilaya 4 est de plus en plus inquiète. Elle décide le noyautage des partisans de Kobus. Mahdjid, ancien fellagha dont le ralliement a pourtant été sincère, est pressenti par les chefs de la wilaya. Il accepte. Il exploite habilement le mécontentement des cadres, en majorité originaires de la banlieue d'Alger : suppression des insignes qu'ils portaient jusque-là, évacuation du douar Fodda où ils régnaient en maîtres,

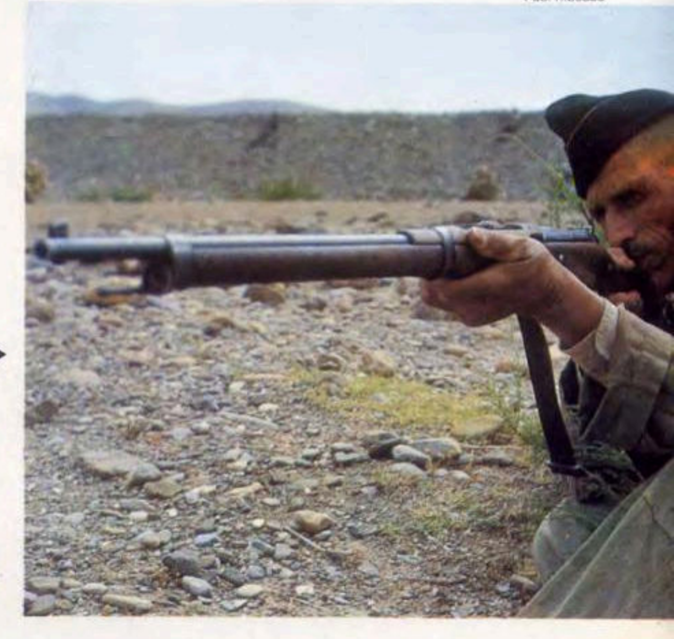


Agoutin

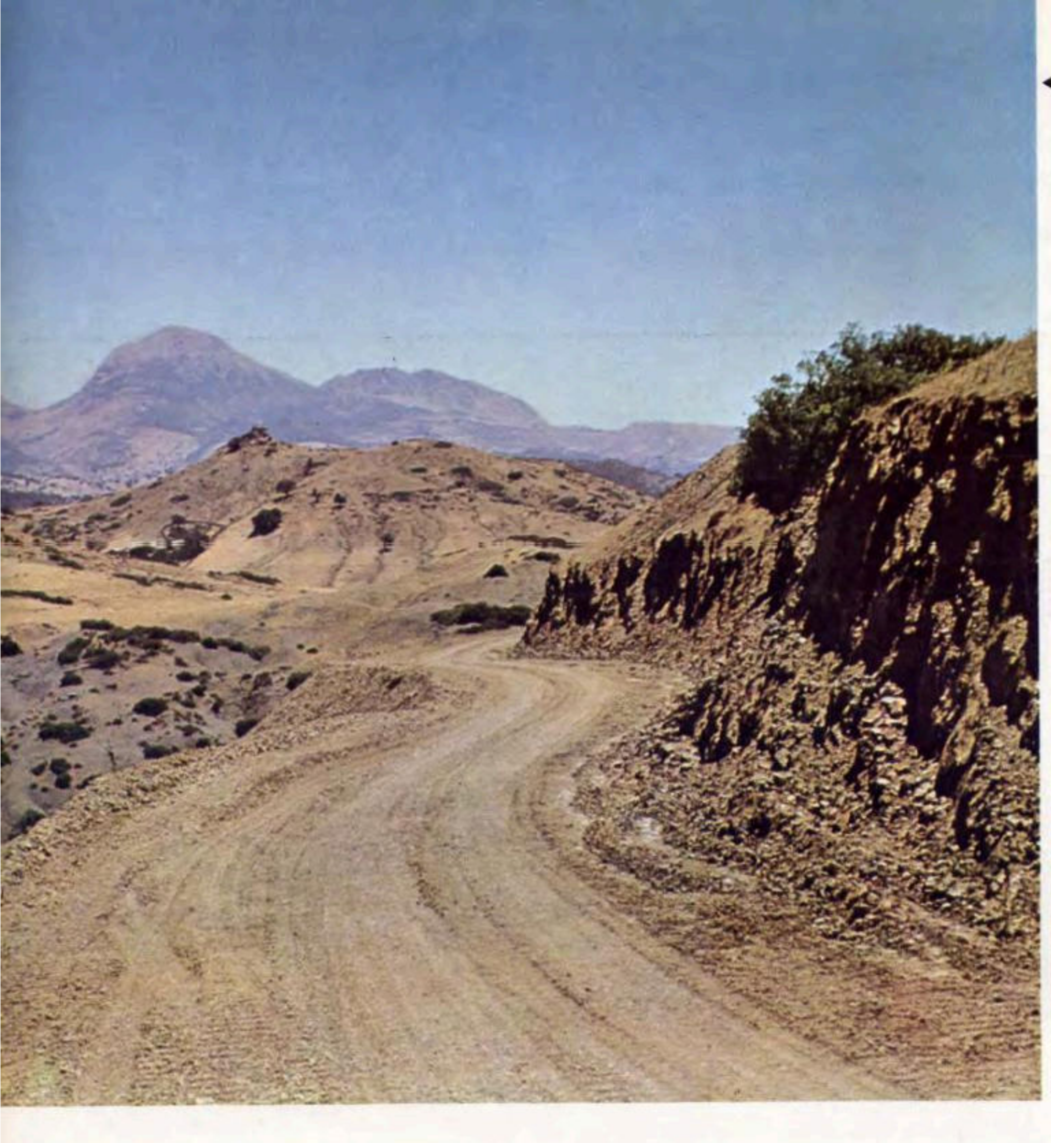
Paul Ribeaud

◀ La halte d'un groupe de harkis. Ils flairent le terrain, découvrent des traces que les soldats français ne soupçonnent pas. Aucun indice d'un passage ne leur échappe.

Excellents tireurs, ▶ patients dans les embuscades, ils ont toutes les qualités des *moudjahidin* qu'ils combattent. Pour les hommes de l'A.L.N., ils sont un ennemi redoutable.



Paul Ribeaud



◄ Au loin, le massif de l'Ouarsenis, que le F.L.N. tiendra solidement jusqu'aux opérations du plan Challe, en 1959. C'est une région âpre, chaude, dominant la plaine du Chélif, où l'été, sous les vérandas, le thermomètre atteignait allégrement ses 48°. Plus pauvre que la Mitidja, la plaine du Chélif produisait du blé.

remise en question de leurs procédés de contrôle des populations et surtout — voir plus haut — le manque de fermeté de la politique algérienne de la France.

Mahdjid se fait aussi l'écho des promesses de la wilaya 4 : l'impunité est assurée à ceux qui rallieront le Front contre la tête de Kobus, mort ou vif.

La « force K » va disparaître, comme elle est née, dans l'ambiguïté. Les contacts avec la wilaya ont été pris par quatre des chefs belhadjistes. Le secret est d'abord rigoureux. Il s'étendra progressivement à quelques autres, mais les hommes jusqu'au dernier moment, ignoreront tout du complot.

Kobus s'est absenté. Il est à Alger, d'où il revient le 28 avril 1958. Il rejoint son P.C. aux Attafs, se met en tenue et se rend auprès de l'une de ses unités, où l'attend Mahdjid. Au terme de son inspection, alors que, montant dans sa voiture, il serre la main à Mahdjid, un chef de L'Arba, Ismaïl Rachid Rabab, l'abat à coups de pistolet.

A noter que le lieutenant Heux, blessé dans les rangs de la « force K » lors d'un engagement dans le djebel Lyra, est absent. C'est à l'assassin de Kobus qu'il devait ses premiers soins sur le terrain.

Force K : une verrue en wilaya 4

Obéissant aux cadres mutinés, la « force K » prend le maquis à l'exception d'une compagnie (150 hommes), stationnée dans le djebel Douï et commandée par le capitaine Zourgui qui, mis dans la confidence, a refusé de rejoindre le F.L.N... mais n'a pas rendu compte.

Le soir, le lieutenant Bertin Mourot, qui commande provisoirement le quartier du Douï, trouve Kobus gisant dans son sang avec le drapeau tricolore planté à la place de la tête.

La « force K » a disparu. Par un heureux contretemps, elle n'a pu emporter un important armement qui devait lui être livré le lendemain...

Les belhadjistes, selon l'appellation que leur donne le F.L.N., sont répartis par groupes de 20 hommes entre les régions de la wilaya 4. Tous les chefs de la « force K », séparés de leurs troupes, sont exécutés dès le lendemain de leur ralliement à la rébellion...

Dans les semaines qui suivront et au gré de circonstances favorables, plusieurs dizaines de ces maquisards regagneront les forces de l'ordre où, cette fois, ils seront incorporés dans les unités de leur choix.

La wilaya 4 est parvenue à supprimer une verrue sur son territoire, une verrue dangereuse pour l'unité du F.L.N. Mais elle n'affiche pas son triomphe. L'opération, spectaculaire dans l'instant, se révélera en effet douteuse pour la rébellion, où les belhadjistes propageront des ferments de discorde.

Il faudra attendre 1959, lorsque la « bleuite » sévira en wilaya 4, pour que les belhadjistes ralliés disparaissent complètement. Ils seront les premières victimes de l'épuration sanglante décidée alors par Si Salah, le nouveau commandant à la tête de la wilaya. H

Général JACQUIN (C. R.)

Paul Ribeaud



Lancés au pas de ► course sur la piste des maquisards. Pas d'hésitations, ils connaissent tous les raccourcis, les feintes et les habitudes de ceux qu'ils pourchassent. Mais il arrive que le gibier devienne chasseur à son tour. Entre les frères ennemis c'est la vraie guerre de guérilla avec tout ce qu'elle comporte d'incertitudes, d'imprévus et de pièges, presque de complicité dans un jeu cruel.

LA RÉVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

1.305ème jour de la Révolution Algérienne

EL MOUDJAHID

Numéro 24
29 Mai 1958
Prix : 30 francs

Organe Central du Front de Libération Nationale Algérienne

ABBANE RAMDANE EST MORT AU CHAMP D'HONNEUR



Le Front de Libération Nationale a la douleur d'annoncer la mort du frère Abbane Ramdane, décédé sur le sol national des suites de graves blessures reçues au cours d'un accrochage entre une Compagnie de l'Armée de Libération Nationale chargée de sa protection et un groupe motorisé de l'Armée française.

C'est en décembre 1957 que le frère Abbane Ramdane s'était chargé d'une mission importante et urgente de contrôle à l'intérieur du pays. Il rejoignait à [illegible] lieux qu'il s'était assignés. Sa mission se déroulait lentement et sûrement. Avec cette conscience et cette minutie que nos djounouds ont eu si souvent l'occasion d'apprécier, Abbane poursuivait sa tâche journellement. Contactant inlassablement l'Armée et les commissaires politiques, il parcourait les zones dans tous les sens, entouré de l'affection et de l'admiration de tous ses frères. Une compagnie de djounouds était spécialement chargée de sa protection et rien ne laissait prévoir l'accident brutal qui devait l'arracher à la ferveur de l'Algérie combattante.

[illegible] quinzaine d'avril, un violent accrochage entre nos troupes et celles de l'ennemi devait mettre la compagnie de protection de notre frère Abbane dans l'obligation de participer à l'engagement. Au cours du combat qui dura plusieurs heures, Abbane fut blessé. Tout laissait espérer que ses blessures étaient sans gravité. Entouré de soins vigilants, nous espérions que la constitution robuste de Abbane finirait par l'emporter. Pendant des semaines nous sommes restés sans nouvelles, persuadés cependant qu'il triompherait une fois encore de l'adversité. Hélas ! une grave hémorragie devait lui être fatale.

C'est la triste nouvelle qui vient de nous parvenir.

La belle et noble figure de Abbane Ramdane, son courage et sa volonté ont marqué les phases essentielles de la lutte du peuple algérien.

Né en 1919, ancien élève du collège de Blida, doué d'une solide culture, il était dès 1946 membre du M.T.L.D. Il se distinguait rapidement par ses qualités d'organisateur, devenait membre du comité central et chef de la wilaya de l'Est (à l'époque du Nord-Constantinois). Impliqué dans le « complot » dit du Constantinois, il était arrêté et condamné à six ans de prison, fin 1950. Son comportement courageux au cours de sa longue détention devait entraîner pour lui des déplacements continuels. Commençait alors un long périple dans les prisons centrales de France et d'Algérie.

Libéré en février 1955, il entrait immédiatement au Front de Libération Nationale dont il devenait rapidement un membre dirigeant. A ce titre, il participait à l'organisation du congrès de la Soummam (août 1956). Désigné comme membre du Comité de Coordination et d'exécution, il s'installait à Alger. Avec les autres frères, il menait « la bataille d'Alger », de décembre 1956 à mars 1957. Echappant de justesse au général Massu, il quittait l'Algérie pour participer à la Conférence du Caire en août 1957.

Le Front de Libération Nationale perd un de ses meilleurs organisateurs et l'Algérie combattante un de ses enfants les plus valeureux.

Coll. Y. Courrière





Ménager/Paris-Match

◀ Boussouf. Il commanda d'abord la wilaya 5, puis le camp A.L.N. d'Oujda, puis les réseaux de renseignements.

Krim Belkacem, ▶ suivi de Chérif Mahmoud. Le rôle de Krim dans la mort d'Abane est plus que douteux. Il finira comme lui, treize ans plus tard, à Munich.



Jeune Afrique

◀ Lakhdar Ben Tobbal, « le Chinois ». Il se serait opposé à Abane, mais aussi à Boussouf, lors de la « liquidation ».

ABANE LA "BAN

Puis un numéro d'*El-Moudjahid* du 29 mai 1958, annonça la mort d'Abane Ramdane « au champ d'honneur ». On sut très vite qu'il avait été assassiné. Par qui? Où? Par Boussouf au Maroc? Peut-être...

En fuyant l'Algérie, Abane Ramdane se plaçait dans une situation délicate et paradoxale : lui qui, lors du « congrès de la Soummam », avait prôné et fait adopter à l'unanimité la primauté des responsables de l'intérieur sur ceux de l'extérieur ainsi que celle des « politiques » sur les « militaires », s'il ne devenait pas tout à fait un de ces derniers, le seul fait de son éloignement risquait d'affaiblir son autorité tant sur les combattants que sur la délégation extérieure du F.L.N. Mais le tempérament d'Abane ne le portait pas au renoncement. La disparition de Ben M'Hidi devait le consacrer définitivement comme le n° 1. Mais il fallait d'abord qu'il affrontât deux hommes qui ne l'entendaient pas du tout de cette oreille, qui refusaient de se prosterner devant lui : Abdelhafid Boussouf et Lakhdar Ben Tobbal, colonels repliés à Tunis depuis quelque temps.

Qu'Abane acceptât d'être leur égal aurait pu leur suffire, ou, à l'extrême limite, qu'il ne leur retirât pas leurs prérogatives. Mais Abane, pour « remettre de l'ordre dans la maison », entendait se mêler de tout.

En définitive, c'est un peu Ouamrane et beaucoup Krim qui étaient les arbitres réels de la situation. Abane devait commettre sa première erreur grave : tenter d'opposer entre eux les deux hommes en déconsidérant le premier aux yeux du second. Pourtant, il n'ignorait pas leur amitié profonde, née dans la lutte en commun, cette fraternité d'armes des combattants, à quoi il convient d'ajouter la solidarité kabyle qui les unissait, et enfin cette fameuse ancienneté dans le F.L.N. ; tous éléments qu'on doit toujours avoir à l'esprit si l'on veut démêler les innombrables *chikayas* et tragédies qui opposèrent entre eux tant de responsables du F.L.N. Abane sembla n'en pas tenir compte en attaquant d'abord Ouamrane à la suite d'un rapport que ce dernier avait établi et adressé au second C.N.R.A., réuni au mois d'août, au Caire. En fait, ce rapport était un réquisitoire en règle contre Abane. Le thème principal en était la destruction des réseaux algérois que proclamait avec raison la propagande française à la fin de la « bataille d'Alger ».

Abane n'aurait eu nul besoin qu'on l'accablât pour cette « défaite ». Il n'était point homme à rejeter une part quelconque de responsabilité sur Ben M'Hidi, qui avait été pourtant aussi ardent que lui à déclencher la « bataille d'Alger » et pour la mener de la façon que l'on sait. Sans qu'on l'y poussât, il aurait sans doute fait son autocritique et proposé une seconde « bataille d'Alger » menée différemment.

Mais son tempérament et son orgueil ne pouvaient supporter d'être mis de la sorte en position d'accusé. Il se défendit mal. Plutôt que de reconnaître ce qui était patent, quitte à nuancer les accusations, il entreprit de se justifier et de porter contre Ouamrane des attaques personnelles. De plus, il le traita d'inca-


Coll. Tallandier

ASSASSINÉ PAR DE A BOUSSOUF"

pable, reliant cette incapacité à son état premier de militaire. De là à dire qu'on ne devait confier aucune responsabilité sérieuse à des militaires était un pas qu'Abane, inconscient, franchit... devant une majorité de militaires ! Ce fut sa deuxième erreur. Bien entendu, tous ceux qu'il attaquait de la sorte ne devaient pas tarder à se liguer contre lui.

« Il faut soigner ton ulcère »

Qu'importait à Abane, car il croyait toujours pouvoir compter sur l'appui de Krim. N'était-ce pas ce dernier qui l'avait investi de si grands pouvoirs et qui l'avait constamment soutenu jusque-là ? Troisième et grave erreur.

Krim avait rejoint le clan Boussouf-Ben Tobbal-Ouamrane, déjà grossi de Boumediene, Lotfi et Kaïd Ahmed. Le commandant de la wilaya de l'Aurès, Mahmoud Chérif, tenta une ultime conciliation : Abane fut intraitable.

La réunion officielle du second C.N.R.A. se tint le 27 août 1957 au Caire et consacra non seulement l'échec personnel d'Abane, mais aussi la remise en cause de certains principes fondamentaux qu'Abane avait fait approuver au « congrès de la Soummam » : on renonça à la primauté de l'intérieur sur l'extérieur ; un nouveau C.C.E. fut désigné ; Dahlab et Ben Khedda furent éliminés. La victoire des militaires était complète.

Mais ce n'était pas tout : le C.N.R.A. désignait, à l'intérieur du C.C.E., un comité permanent chargé des « affaires courantes » constitué de Ouamrane, Krim, Ben Tobbal, Boussouf, Mahmoud Chérif et... Abane.

Furieux, Abane continuait à vitupérer : « Vous mettez sur pied un pouvoir basé sur l'armée. Le maquis est une chose, la politique en est une autre qui ne se fait ni avec les analphabètes ni avec les ignares ! » Krim, blessé et indigné, refusait d'assister aux réunions où se trouvait Abane. Celui-ci se répandait dans les milieux F.L.N. de Tunis en critiques contre le C.C.E. des colonels. Il menaçait ses membres de dénoncer publiquement leurs agissements : « Vous ne pensez plus au combat, mais au pouvoir. Vous êtes devenus ces révolutionnaires de palace que nous critiquions tant quand nous étions à l'intérieur. Quand on faisait vraiment la révolution. Moi, j'en ai assez. Je vais regagner le maquis où je raconterai ce qui se passe à Tunis et ailleurs. » Les colonels étaient stupéfaits car ils croyaient fort possible qu'Abane fît ce qu'il disait. Ils étaient en outre convaincus que s'il regagnait les maquis, il recouvrerait sans peine sa suprématie sur le F.L.N. tout entier. Et ça, ils ne le voulaient à aucun prix ! Ils tentèrent une dernière conciliation ou plutôt un dernier arrangement, dont Ferhat Abbas devait se faire l'interprète : « On sait que tu es très nerveux, que tu es malade. Il faut soigner ton ulcère. Va quelque temps te reposer en Suisse, le C.C.E. t'a voté tous les crédits pour que tu te retapes le plus confortablement possible à la montagne... »

Allez proposer du repos à Robespierre !...

Abane écarta sa veste et frappa sur la crosse d'un 7,65 passé dans sa ceinture : « Vous êtes tous d'accord pour m'éliminer, rugit-il. Mais je me tiens sur mes gardes. Foutez le camp, bande de lâches ! »

Puis il entreprit un travail acharné d'explication auprès des militants F.L.N., civils et militaires. Très vite, il constata que son prestige était encore fort grand chez les étudiants et les militants des anciens réseaux algérois qui, comme lui, s'étaient repliés à Tunis. Il prit aussi des contacts avec les syndicalistes dont les options politiques étaient très proches des siennes. À la frontière algéro-tunisienne, il tint des mini-meetings, s'adressant principalement aux réfugiés, mais aussi aux soldats de l'A.L.N., en dépit des efforts de l'état-major, qui tentait de s'y opposer. Il était difficile de contrecarrer Abane ou de le discréditer car son nom était maintenant connu de beaucoup de monde, tant en Algérie, au Maroc et en Tunisie qu'ailleurs dans le monde. Personne n'avait ignoré qu'après l'arraisonnement de l' « avion des cinq », il était devenu le n° 1 du F.L.N.

« Il n'y a pas de prison assez sûre... »

Abane s'évertuait donc à « court-circuiter » le nouveau C.C.E. Boussouf et Krim proposèrent à Ouamrane et à Ben Tobbal de l'incarcérer et de le liquider.

A ce moment du récit, nous devons préciser qu'il existe plusieurs versions relatant la suite des événements. Ouamrane prétend qu'il n'aurait voté la mort que s'il y avait eu unanimité des membres du C.C.E. Obligé de se rendre en mission à Damas, il s'attendait à être

La montée des « 3 B »


Kahia

Fanon l'Antillais : un inspirateur.

L'ombre d'Abane Ramdane pèse sur toutes les délibérations que le C.C.E. tient à Tunis. Les trois civils – Ferhat Abbas, Lamine Debaghine et Mehri – informés avec un certain retard de ce qui s'est passé, se désolidarisent du crime. Mais ils n'osent démissionner. Chérif Mahmoud et Ouamrane se dressent contre Boussouf mais perdent de l'influence.

En revanche, Krim Belkacem tire admirablement son épingle du jeu. Il fait valoir qu'il est le seul « chef historique » qui ait fait partie de toutes les directions successives de la « révolution algérienne militaire ». Mais il est aussi le « politique » qui a réussi à devenir le partenaire, souvent incommode et néanmoins accepté, de Bourguiba. En effet, le président tunisien a appris à compter avec celui qu'il appelle « le petit Napoléon du F.L.N. », avec ce montagnard kabyle courtaud, trapu, joufflu, vif et disert, qui ayant perdu ses anciens complexes de paysan fruste, presque analphabète, parle maintenant avec aisance à n'importe quel grand personnage...

Ceux que Krim Belkacem impressionne le moins sont les deux colonels, Ben Tobbal et Boussouf, directement branchés sur les wilayas 2 et 5. Avec l'ancien chef de la Kabylie, ils vont former le triumvirat qui, à partir de janvier 1958, dirigera effectivement le F.L.N.

Les chemins suivis par ces deux « jeunes loups » sont étrangement parallèles. Tous deux sont nés à Mila, ils ont milité dans les rangs de l'Organisation spéciale du M.T.L.D., ont échappé au coup de filet policier de 1950.

On les retrouve à la fondation du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (C.R.U.A.). Et c'est avec la même audace qu'ils se sont lancés dans l'aventure du 1er novembre 1954. Mais ce sont deux caractères assez différents.

Pour Ben Tobbal, le panache, le dépassement de soi-même dans l'action, la fureur de se battre comme une fureur de vivre comptent plus que la stratégie à long terme. Or ce baroudeur est un sentimental et cet impulsif, tout en nerfs et en réflexes, étonne parfois par son scepticisme profond, presque désespéré. Violent, voire expéditif, dans les périodes de crise, il est, en temps normal, décontracté et jovial.

Autant Ben Tobbal est spontané, autant Boussouf sait se contrôler. Il cache derrière des lunettes fumées un regard myope et glacé et de ses lèvres minces ne tombent que des paroles mûrement réfléchies. De la taupe il a la vue basse et le goût des cheminements secrets et, comme l'araignée, il tisse patiemment, inlassablement, les fils et les réseaux de ses liaisons avec ses agents de renseignement et ses fournisseurs d'armes.

Boussouf s'est révélé un remarquable organisateur. Féru de modernisme technologique, de belles armes et de puissants postes de radio, il fit de sa wilaya 5 celle qui était la mieux équipée en ce qui concerne les télécommunications. Or l'importance des télécommunications est soulignée quand les militaires examinent la question du maintien d'un « commandement opérationnel » au sommet de la hiérarchie du F.L.N. L'ancienne stratégie semble, en effet, dépassée. Et de nouveaux impératifs militaires supposent, entre autres, le renforcement des liaisons entre les P.C. des wilayas.

Le chef qui s'adapte le mieux à ces nécessités nouvelles est Houari Boumediene, commandant de la wilaya 5. Aussi, en février 1958, tous les journalistes présents à Tunis écrivent qu'au sein du F.L.N. le pouvoir réel est détenu par les trois « B » : Belkacem Krim, Boussouf et Ben Tobbal. Mais quelques-uns ajoutent qu'un quatrième « B » n'est pas loin : Boumediene.

Albert Paul LENTIN


Naud/Afrique-Photo

la Kabylie perd son héros, le F.L.N. sa "tête"

convoqué par Krim et Boussouf pour décider, au sein du C.C.E. au complet, du sort d'Abane. En fait, trois responsables seulement devaient se réunir à Tunis du 17 au 20 décembre : Ben Tobbal, Mahmoud Chérif et Krim (Boussouf étant au Maroc). Ben Tobbal aurait informé Ouamrane en ces termes : « Nous nous sommes réunis trois jours et trois nuits, au cours desquels nous avons évoqué toutes les difficultés que nous cause Abane, nous avons tout d'abord prévu de l'arrêter et de le mettre dans la cave d'une villa appartenant à Hadj Ali, originaire d'Aïn-Beïda. Mais comme cette villa était située dans le quartier Mont-Fleury de Tunis, nous avons pensé qu'Abane pourrait attirer l'attention des passants et des autorités tunisiennes par ses cris, c'est la raison pour laquelle nous avons décidé, Krim, Mahmoud Chérif et moi, de l'envoyer au Maroc pour le mettre en prison. »

En fait, cette décision, si elle a été prise de la sorte, comportait une ambiguïté : il s'agissait d'incarcérer Abane au Maroc *sous la responsabilité de Boussouf*, qui n'avait jamais fait mystère de ses intentions : la mort pour Abane !...

Restait à envoyer Abane au Maroc. D'après Mohamed Lebjaoui (1) qui a interrogé sur ce point Me Ahmed Boumendjel, un piège fut tendu à Abane, qui y tomba malgré sa grande méfiance. De faux messages fabriqués par les services de Boussouf à Tunis firent état de prétendues difficultés que rencontrait le F.L.N. au Maroc (enlèvements de militants par la police marocaine, refus de transit d'armes, etc.). Cette version du piège est corroborée par Ben Tobbal.

Convaincu qu'il devait faire partie de la délégation qui rencontrerait le roi Mohammed V pour aplanir toutes les difficultés, Abane, dernière et tragique erreur, accepta de s'embarquer, le 24 décembre, pour Tétouan en compagnie de Krim et de Mahmoud Chérif. Selon ces deux derniers, après avoir fait escale à Rome puis à Madrid, aucun avion ne reliant directement Tunis à Tétouan, les trois hommes arrivèrent à destination le 26 décembre en fin d'après-midi. Boussouf, accompagné de quelques-uns de ses hommes, attendait à l'aéroport. « Boussouf, devait raconter Krim, me prit par le bras et m'entraîna à part un bref instant. A brûle-pourpoint, il me dit : « Il n'y a pas de prison assez sûre » pour garder Abane. J'ai décidé sa liquidation physique. » Indigné, je refusais et informais Mahmoud Chérif, qui, bouleversé, eut la même réaction que moi. » Toujours selon les mêmes témoins, tandis que Mahmoud Chérif et Abane conversaient en attendant les bagages, Boussouf demanda à Krim : « Etes-vous armés ? » Et Boussouf, souriant, avait amorcé le geste de le fouiller.

— Ne recommence jamais ça ! dit Krim. Et maintenant écoute : il a été décidé de l'enfermer et non de le tuer !

— Moi, ici, je n'ai pas de prison. Et puis à ton tour de bien écouter : ici, au Maroc, je fais ce que je veux. Abane « passera » et bien d'autres « passeront » aussi. N'oublie pas que Hitler et la France se sont toujours entourés d'hommes qui leur étaient entièrement dévoués (1) !

— Attention, Boussouf ! ce que tu avances est grave. Il s'agit d'un membre du C.C.E. connu sur le plan national et sur le plan international. Ben Tobbal est contre l'exécution d'Abane et nous lui avons signé un papier dans lequel il se

(1) Auteur de *Vérités sur la révolution algérienne* (N.R.F.).

(1) Ce dialogue est tiré d'un rapport ultra-secret envoyé aux membres du C.C.E. et rédigé par l'un d'eux, le 15 août 1958, à Tunis.



◄ **C'est entre Tétouan *(à gauche)* et Tanger qu'Abane aurait été assassiné par les hommes de Boussouf. Il avait 38 ans. Les Kabyles ne l'oublient pas.**

Ceux qui doutent de la mort d'Abane au Maroc prétendent qu'il était trop intelligent pour tomber dans le piège tendu par Boussouf entre Tétouan et Tanger *(à droite)*. ►

Lelièvre/Afrique-Photo

déclare étranger à tout ce qui peut arriver.

— Ben Tobbal ? J'en prends la responsabilité. Je me débrouillerai avec lui et le convaincrai.

Abane, Krim, Mahmoud Chérif et deux des hommes de Boussouf prirent place dans une Versailles bleue qui démarra en direction de Tanger. Peu de temps après, la voiture stoppa devant une grande ferme.

« Allez, descends », ordonna à Abane un des deux hommes. Celui-ci avait compris. Descendu de voiture, il fut immédiatement ceinturé et vit une mitraillette braquée contre lui. Il tenta de se débattre mais une prise de judo le paralysa. Krim lança une nouvelle fois à Boussouf, tandis qu'on emmenait Abane à l'intérieur du bâtiment : « Le C.C.E. a décidé qu'Abane serait emprisonné. Tu ne dois pas le faire exécuter ! »

« Ici, nous sommes pour la mort, répondit Boussouf. Boumediene est d'accord et Bouteflika, qui a le contact avec Ben Bella et ceux de la Santé, dit qu'ils le sont aussi (1). »

Qui, vraiment, donna l'ordre ?

Le rapport ultra-secret dont il est fait mention plus haut, concluait textuellement ainsi : « Finalement vient Boussouf qui nous dit : « Venez constater, Abane » est mort. » Nous constatons en effet la mort d'Abane. Ce dernier était allongé et avait été étranglé dans cette position à l'aide d'une corde par deux hommes qui accompagnaient Boussouf à l'aérodrome. Ce n'est qu'après l'assassinat d'Abane que nous nous sommes rendu compte qu'il s'était agi uniquement d'une vengeance personnelle de Boussouf, dont les hommes de main m'ont révélé secrètement qu'il a participé lui aussi à l'étranglement en serrant de ses propres mains le cou d'Abane. »

Cependant, ce même rapport note qu'« un homme dont le nom sera révélé au moment opportun m'a fait savoir à Beyrouth qu'Abane a été exécuté par Boussouf sur ordre de Krim ».

La vérité sera-t-elle connue un jour ? Il est bien évident qu'il faudra encore beaucoup de temps pour déterminer très exactement les responsabilités. Ce qu'il y a de certain, c'est que quatre hommes ont plus ou moins décidé du sort d'un cinquième sans que celui-ci eût eu la possibilité de se défendre et sans que les instances légales du F.L.N. eussent été convoquées. Le triumvirat ne devait légalement s'occuper que de régler « les affaires courantes »...

A trente-huit ans, dans une ferme entre Tétouan et Tanger, Abane Ramdane fut assassiné par ses frères. La révolution algérienne perdait son plus prestigieux dirigeant. Pour l'annoncer, *El-Moudjahid* choisit, bien entendu, le mensonge dans son numéro 24, du 29 mai 1958 : *Au cours d'un combat qui dura plusieurs heures, Abane fut blessé. Tout laissait espérer que ses blessures étaient sans gravité. Entouré de soins vigilants, nous espérions que la constitution robuste d'Abane finirait par l'emporter. Une grave hémorragie devait lui être fatale... Nous pleurons un frère de combat dont le souvenir saura nous guider !*

Mis à part la courageuse enquête de Mohamed Lebjaoui, il n'y a pas eu jusqu'à ce jour, du côté algérien, de révélations sur l'affaire Abane Ramdane. Une rue d'Alger porte son nom. **H**

Jacques SIMON

(1) Il est fort douteux que « ceux de la Santé » aient cautionné Boussouf. Cependant, nous devons faire état d'une lettre que, selon lui, Boussouf aurait reçue de Ben Bella dans laquelle il était dit : « Je suis très content et te félicite pour le travail d'assainissement que tu viens de faire. »



MONTS DE FRENDA : FIEF

LE 25 août 1955, le 5e groupe de chasseurs à pied quitte l'Allemagne pour l'Algérie. En mars 1957, un resserrement du quadrillage l'implante dans les monts de Frenda où il trouve les données « classiques » du problème algérien : accès difficile, genres de vie traditionnels, sous-administration, « république F.L.N. ».

D'une superficie de 1 000 km², les monts de Frenda constituent une des zones les plus impénétrables de l'Oranie. L'importance stratégique de la région saute aux yeux : à l'est, l'Ouarsenis, à l'ouest, les Beni-Chougrane et le Maroc, au sud, le djebel Nador et le djebel Arom. D'une altitude moyenne de 1 000 mètres, le massif est recouvert pour les deux tiers d'une forêt quasi impénétrable et constitue un repaire idéal. Lors de la conquête, Abd el-Kader venait fréquemment y prendre ses quartiers d'hiver. La population, de l'ordre de 15 000 âmes, est répartie en tribus et fractions. Suivant un rythme immuable, elle s'adonne à l'élevage et à la culture des céréales.

Quant à la pénétration française, elle reste embryonnaire. Une route goudronnée relie Frenda à Prévost-Paradol, mais les musulmans lui préfèrent les pistes qui sillonnent la forêt. La colonisation se limite à quatre fermes isolées. Deux écoles seulement ont été construites. L'une a ouvert ses portes pendant deux ans avec une quarantaine d'élèves. L'autre, à peine terminée, n'a jamais fonctionné. La présence de la France se limite donc au gendarme, au percepteur et au garde forestier... C'est peu.

L'O.P.A.

Dans ces conditions, le F.L.N. n'a eu aucun mal à établir son emprise. Au cours des deux dernières années, la France a quitté l'Indochine, accordé l'indépendance à la Tunisie et au Maroc. Tout porte donc à croire ceux qui annoncent son départ prochain d'Algérie et l'éta-



Médard



Coll. particulière

Pacifier, c'est d'abord faire la guerre pour préparer le terrain de la paix. Et cette guerre, il fallait la faire de jour et de nuit, avec ruse et souplesse, comme l'adversaire.

« Si vous nous protégez, on est avec vous ! » En gros, c'est le leitmotiv des populations du bled à l'armée. Dans quelle mesure étaient-elles sincères ? Qui peut le savoir ? Prises entre le F.L.N. et la France, elles vivaient dans l'angoisse.



Médard

Alors, il fallait leur dire et leur prouver que la France les protégerait. Cela durait des mois, jusqu'au jour où le dernier chef F.L.N. du coin perdait la partie. Alors, le dégel commençait...

DU F.L.N.

blissement d'un ordre nouveau... En attendant, le F.L.N. implante une organisation politico-administrative, suivant des méthodes éprouvées. Un personnage sûr, énergique, actif, est contacté pour organiser un secteur. Ses idées, ses démêlés avec la justice française, ses ambitions constituent de sérieuses références.

Dans les monts de Frenda, c'est un riche propriétaire, nommé Morsli, qui constitue la cellule F.L.N. Il en veut à la France qui ne lui a pas attribué la charge de caïd. Il se trouve bientôt à la tête d'un comité d'une dizaine de membres pour la plupart des collecteurs de fonds. Il dispose également d'une bande d'une quarantaine d'hommes armés de fusils de chasse, commandés par un certain Driss et qui se chargent d'éliminer tous les éléments douteux. Morsli peut alors organiser des groupes terroristes recrutés dans la population locale et surtout parmi les jeunes, que l'on se hâte de compromettre.

Le " téléphone arabe "

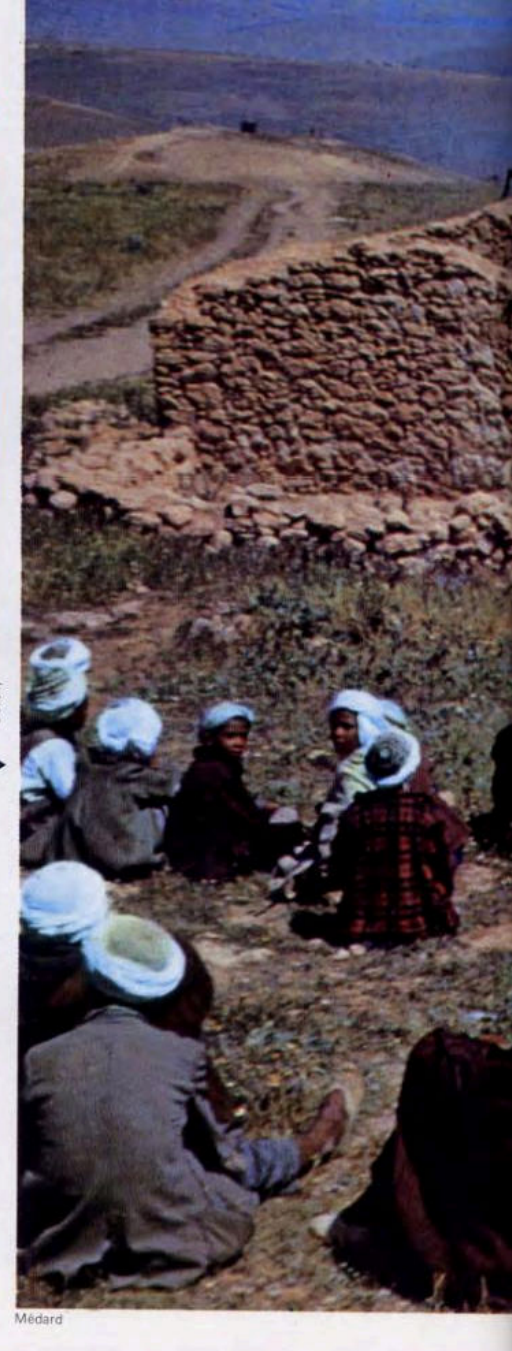
C'est ainsi que dans la nuit du 1er octobre 1956, toutes les fermes européennes sont attaquées. La résistance des colons est magnifique. L'un d'eux, seul avec sa femme et leur bébé, résiste jusqu'à l'aube. Cependant, le lendemain, les colons abandonnent leurs fermes par trop isolées et se replient sur les villages voisins. Le dernier vestige de la présence française disparaît. Quant aux gendarmes et aux gardes forestiers, ils ne s'aventurent plus sans protection dans une région où règne l'insécurité. Morsli est désormais le maître absolu. En mars 1957, des bandes rebelles remplacent Driss et ses hommes. Fortes de 300 hommes environ, bien armées, bien organisées, elles peuvent compter sur l'appui total de la population, qui les héberge, les renseigne et peut, au besoin, leur apporter l'appui de 70 fusils de chasse.

C'est juste à cette époque que le 5e groupe de chasseurs s'implante dans la région de Frenda et qu'il découvre la guerre révolutionnaire, dont l'enjeu est la population, la masse. La 3e compagnie s'installe dans les bâtiments de la société agricole de Medrissa, en plein cœur du fief F.L.N. La tâche est rude. Il faut connaître l'Algérie avec ses jeunes bergers en apparence si inoffensifs qui sont autant de guetteurs, la rapidité du « téléphone arabe », pour se faire une idée de la difficulté. Chaque mouvement, chaque patrouille est immédiatement signalé. Ce sont alors ces opérations déce-

la nuit appartient aux djounoud ; il faut la reprendre en six mois de ruses et d'alertes

Certaines fois, ils ▶ trichaient. Ils feignaient l'amitié, l'hospitalité, et au moment où l'on avait l'impression que tout était gagné, le vieux médaillé ancien combattant avec lequel on avait bu « la teï », le thé, la veille, vous coupait dans la nuit les fils téléphoniques, au nom du F.L.N. Certains confiaient : « La France, elle me met dans les camps, mais le F.L.N., il me coupe le cou... »


Darchy


Médard

La paix, avec la France, ▶ quand on venait de passer des mois coincé dans la guerre, entre les Français et le F.L.N., ça ressemblait à une petite kermesse, avec des haut-parleurs et des slogans...


Agoutin

◀ Ils commençaient à descendre de leurs montagnes et à observer, à flairer un peu ce que pouvait être la paix française. Dans cette paix-là, il y avait, bien sûr, la lutte contre le F.L.N., mais toujours quelqu'un pour vous aider.

Et puis ces toubibas ▶ (infirmières) qui tombaient du ciel, en hélicoptère, avec leurs blouses blanches et leurs potions-miracle. Il n'y avait que la France pour amener des distractions pareilles et pour prendre en charge le furoncle du gosse, les rhumatismes de la *djouza* (belle-mère). Somme toute, c'était assez réconfortant, tout ça... A condition que le renseignement affluât et que le F.L.N. ne revînt pas en force...


A.F.I.P.

vantes dont on rentre épuisé... Parfois, l'embuscade traîtresse contre un ennemi supérieur en nombre, dans les conditions les plus défavorables.

Pendant la journée, le rebelle se tient dans la forêt. A la faveur de l'obscurité, il se déplace, se nourrit, se renseigne chez l'habitant. La légèreté, la fluidité conditionnent ses mouvements. Des grottes ou des caches astucieusement aménagées lui apportent une aide précieuse. Des stocks de toute nature, équipements, vivres, armes, lui donnent une certaine autonomie.

Au cours de leurs déplacements, les rebelles évitent les routes. Avec l'aide de guides connaissant parfaitement le pays, ils suivent des pistes peu fréquentées. Les bandes utilisent quelquefois la radio pour conserver la liaison entre les différents éléments. Mais, le plus souvent, elles font appel à des procédés simples, archaïques. Un feu allumé par le chef signale :



ralliement sur moi. Chaque groupe répond par un feu qui signifie : compris.

L'hébergement des rebelles s'effectue grâce à une sympathie mutuelle ou sous l'effet de la contrainte et de la peur. Dans ce cas, les rebelles cernent le douar et interdisent aux habitants de sortir du village jusqu'à leur départ. Leur présence varie de quelques heures à quelques jours. Un dispositif de protection est mis en place autour du douar pour signaler l'approche éventuelle de forces du maintien de l'ordre et pour surveiller les habitants dont on n'est pas sûr.

La nuit, le jour

Aux chasseurs de s'adapter à ces conditions. La lutte qui s'annonce sera une lutte de prestige. Il s'agira d'éliminer tout ce qui impressionne la population : le comité F.L.N. ou les bandes qui narguent les Français et se vantent de les chasser de la région. En même temps, les premiers contacts feront comprendre aux habitants que la France est décidée à rester en Algérie. La phase d'assainissement durera jusqu'à l'automne de 1957. Pendant six mois, les chasseurs vont travailler la nuit et employer toutes les ruses des fellaghas sans pour autant renoncer à leurs activités de jour...

De fait, le 21 avril, après des pluies diluviennes pour les fêtes de Pâques, le ciel est encore gris et un épais brouillard recouvre le sol. Vers 6 heures, deux sections partent chercher les ouvriers qui travaillent, en pleine forêt, au chantier de débroussaillage. Les rebelles voient d'un mauvais œil ces travaux qui dégagent les abords des routes et ne facilitent pas leur tâche. Le sergent-chef Forgue commande la section de tête. Ancien d'Indochine, il n'en est pas à son baptême du feu. Le sergent Tournier suit à distance avec la section d'appui.

A 7 heures, les Dodge ont couvert les quinze premiers kilomètres. Le premier col a été reconnu. D'habitude, on aperçoit le col de Sidi-Omar, à 3 kilomètres. Avant d'y arriver, la route décrit de nombreux lacets. Aujourd'hui, le brouillard recouvre tout.

Un feu d'enfer

Forgue avertit alors Tournier par radio : « Mettez-vous en protection. Je vais passer les lacets. Je vous attendrai ensuite pour reconnaître Sidi-Omar. — Bien compris, dès que je serai en protection, vous pourrez y aller ! » En raison du manque de visibilité, Forgue fait réduire à cent mètres la distance entre ses véhicules et s'engouffre dans la nappe de brouillard.

Le dernier Dodge vient à peine d'en-



le vieux Mohamed vénérait la

◄ C'étaient les petits bergers. Les « fells » avaient un grand prestige à leurs yeux. Certains servaient de *choufs*, de guetteurs, au F.L.N., d'autres portaient des messages. Mais, en même temps, ils aimaient bien le capitaine.

Et un jour, quand les militaires ► ont repris le terrain, ils ont aussi ouvert une école, avec un maître en uniforme. Il apprenait à parler français, à chanter, à jouer, il donnait des images et il ne supportait pas les poux et les mains sales.

Médard



Les enfants de la guerre tendent la main pour des bonbons, mais il arrive que cette main effleure le canon d'une mitraillette. Malgré tout, les soldats les fascinent. Chez certains d'entre eux, deux sortes de soldats passent, sans jamais se rencontrer. Les uns la nuit, silencieusement, les autres le jour... superbement.

tamer le premier lacet qu'un feu d'enfer éclate. Chacun réplique et rend coup pour coup. Le deuxième véhicule fait une embardée et le caporal-chef Perrin, qui s'était mis debout sur le marchepied pour mieux tirer, tombe au milieu des rebelles. La seule chance de sortir de cet enfer est d'appuyer à fond sur le champignon...

Le sergent Tournier ne voit pas ce qui se passe. Il ne peut entrer en liaison avec Forgue, dont la radio est endommagée. Néanmoins, il s'écrie : « Allons, les gars, dépêchons-nous. Faut pas que les copains se les fassent couper ! »

" Ouvrez l'œil, les guetteurs s'agitent... "

Les dents serrées, chacun manœuvre comme à l'exercice. C'est l'assaut. Surpris par cette réaction inattendue, les rebelles s'enfuient et on retrouve Perrin indemne. Abasourdi par sa chute, il est resté à demi inconscient à quelques mètres des fellaghas ! Mais, hélas ! il y a des pertes. Sept chasseurs sont blessés et, surtout, le sergent Pintat n'est plus. Blessé mortellement à la tête, il a remplacé le chauffeur blessé de son véhicule et il n'a lâché le volant que pour s'écrouler, alors que le Dodge et ses occupants étaient en sûreté.

Ce soir-là, les cœurs sont en deuil. Il y a aussi un chien qui pleure et cherche son maître. Ce jeune caniche a été donné à Pintat par un colon d'un village des environs de Mascara. Dès lors, Dick ne mange plus et s'affaiblit de jour en jour. On le conduit chez le vétérinaire, mais il refuse toujours de se nourrir. Bientôt, Dick disparaît. Au cours d'une ouverture de route, on retrouvera son corps à l'endroit même où son maître a trouvé la mort.

Quelques jours plus tard, nous marquons un point décisif. Par une belle soirée de mai, la 2e section part en patrouille. Le soleil vient de disparaître derrière l'horizon. C'est le moment propice où les bruits du jour n'ont pas encore disparu, où les formes s'estompent et où les guetteurs rebelles n'ont pas encore rejoint leurs emplacements de nuit. La section doit patrouiller vers les pistes qui descendent du djebel.

Au P.C., on reste à l'écoute radio. Vers 21 heures, quelques coups de lampe, jaillissant de-ci, de-là, nous rappellent que les guetteurs rebelles sont en place. Cette agitation subite ne présage rien de bon. Ne serait-elle pas en rapport avec le sabotage de la ligne téléphonique qui nous relie au poste de la S.A.S. à 1 500 mètres ? Ce soir, nous avons constaté que la ligne avait été coupée au couteau. Une sentinelle a vu rôder une figure bien connue du douar Mzaïnia. Nous réglerons l'affaire demain matin. En attendant, tout le poste est sur le pied de guerre. Les sentinelles sont doublées.

Mieux vaut cependant prévenir par radio le sous-lieutenant Reveillon : « Ouvrez l'œil, les guetteurs s'agitent. Il doit y avoir du monde dans le coin. » Reveillon sort de Coëtquidan. Ce jeune cyrard, débordant d'enthousiasme, veut en découdre et casser du fellagha ! L'avertissement n'est pas pour lui déplaire. Il répond aussitôt : « Agitation normale à la fraction Senouci, à 3 kilomètres à l'est du poste. Nombreux aboiements. » Les chiens arabes sont une arme à double tranchant. Dès qu'on approche d'un douar, ils poussent de véritables hurlements. En échange, ils signalent la présence des rebelles.

" Tu peux me fusiller "

Bientôt, Reveillon rappelle : « On dirait que ça vient vers nous. Il y a deux lampes électriques qui progressent le long de la piste. — Laissez-les venir. Repérez bien le terrain, on va les traiter au



Agoutin

mortier. » Un quart d'heure après, nouveau message : « Ils sont au carrefour, à 1 450 mètres. Je peux régler votre tir. Etes-vous prêts ? » Une dernière précision sur la carte : « Feu ! » Le tir a l'air de produire de l'effet. Reveillon signale les bruits d'une sérieuse cavalcade. La poursuite est entamée, mais les rebelles ont de bonnes jambes et la forêt n'est pas loin. Inutile d'insister. « Rentrez en passant par le douar Mzaïnia. Les habitants pourront constater que les militaires sortent la nuit. » Vers 4 heures, Reveillon est de retour, vaguement déçu. Tout était calme.

A 7 heures, je convoque Mohamed, le vieux caporal, celui que la sentinelle a vu rôder autour de la ligne téléphonique. Il arrive dans une attitude militaire irréprochable, djellaba blanche, toutes décorations pendantes. « Alors, caporal, explique-moi comment tu as coupé le fil téléphonique hier soir. — Ah ! mon lieutenant, je te jure, ce n'est pas moi ! Je suis un vieux militaire. Vingt-cinq ans de service. Jamais de punition. J'ai servi sous Lyautey au Maroc. J'ai été prisonnier des « salopards » pendant six mois. Je me suis évadé jusqu'à la mer. Là, j'ai trouvé une barque et j'ai rejoint les Français. Le général Lyautey m'a dit : « Comment t'as fait ? » Je lui ai tout expliqué. Alors, il m'a dit : « Mohamed, tu es un bon soldat. » Il m'a fait nommer caporal et m'a donné la médaille militaire. Il m'a dit aussi : « Si quelque chose ne va pas, tu n'as qu'à m'écrire au 2ᵉ bureau, à Fez. » Il est toujours là-bas, le général Lyautey ? Il va falloir que je lui envoie une lettre ! — Il ne sera pas très content quand il saura que tu coupes du fil téléphonique ! — Je te jure, mon lieutenant, je n'ai rien fait ! — Alors, veux-tu que j'appelle la sentinelle qui t'a reconnu ? » Cette fois, c'en est trop. Mohamed éclate en sanglots. « Oui, c'est moi qui ai coupé le fil. Les « salopards » m'ont tué deux fils. Avant-hier, ils sont revenus : « Tu vas couper le fil, sinon on tuera tes deux autres fils. » Comprends-moi, je n'ai plus que ces deux fils et je ne veux pas qu'on les tue. Maintenant, je n'ai plus le droit de porter ma médaille. J'ai trahi la France. Tu peux me fusiller ! »

C'est la bande à Boucif

Je dois malgré tout prolonger cette scène pénible. « Combien étiez-vous ? Qui t'a ordonné de couper le fil. — Nous étions deux. C'est Abdallah qui commandait et surveillait. » Mis en présence du vieux caporal, Abdallah ne fait aucune difficulté : « Oui, j'ai dit à Mohamed de couper le fil. Les rebelles avaient donné l'ordre de le faire avant la tombée de la nuit... Ils devaient vous attaquer. Ils étaient trois cents devant le poste. Toute la population était sur les hauteurs. Les rebelles nous avaient dit : « Quand nous aurons tué tous les militaires, il faut que les vieux, les femmes et les enfants enlèvent le matériel. Les jeunes prendront les armes et viendront avec nous. »

« Pourquoi n'ont-ils pas attaqué ? — Quand Nasser et les autres chefs arrivaient, tu leur as tiré dessus au canon. Alors ils se sont sauvés. Pourtant tout le monde était en place. C'est la bande à Boucif qui devait donner l'assaut. Mais Nasser a dit : « Nous reviendrons dans une semaine et si on ne peut pas revenir, on leur tendra dans un mois une embuscade au même endroit que la première... »

En fait, ce n'est qu'un début. Les opérations se succèdent et les rebelles se font sévèrement étriller. Furieux, ils multiplient leurs exigences à l'égard de la population. Mais, le 6 juin, Bayet, un de leurs chefs de bande, se fait tuer au cours d'un accrochage. Le soir, toute la population, qui le détestait pour sa dureté et sa férocité, fête sa mort et mange le couscous. La plupart des membres du « conseil des dix » sont alors sous les verrous et les autres se sont enfuis avec Morsli. ▶



Médard

◀ C'était aussi le toubib, jeune, avec son étrange appareil autour du cou. On lui amenait la femme, un peu craintive, ou le gosse, léger comme un oisillon, et les yeux rongés par le trachome. Lui, il savait tout...

un dégel enfin amorcé : thé et sympathie...

Quant aux groupes terroristes, ils sont démantelés et une vingtaine de fusils récupérés. Enfin, le 27 juillet, se produit l'embuscade annoncée par Nasser. Nous n'enregistrons aucune perte. Mais 25 fellaghas restent sur le terrain.

La phase d'assainissement est alors pratiquement terminée. Il ne reste plus qu'une trentaine de rebelles dans le secteur. Les autres sont partis dans l'Ouarsenis ou sur les monts de Saïda. Ils ont perdu la face devant la population, lasse de subir leurs méfaits et de payer des impôts de plus en plus lourds. Il s'agit pour nous d'exploiter ces conditions favorables et, pour commencer, de briser le réflexe de peur. La propagande rebelle n'a cessé de répéter : « Si vous tombez entre les mains des militaires, ils vous tueront tous. » Les hommes, ne se sentant pas la conscience tranquille, s'enfuient à notre approche.

Pendant tout le mois de septembre, nous multiplions les contacts avec la population. Au début, nous ne trouvons que des femmes apeurées et des enfants en larmes. Les hommes se trouvent dans la forêt. Aux enfants, on distribue des bonbons. Un pâle sourire éclaire leurs figures. Mais le visage des femmes exprime encore la frayeur. Il faut multiplier les paroles d'encouragement: « Vous n'avez rien à craindre. Nous venons vous aider et vous protéger, dites-le aux hommes. Dites-leur que nous viendrons souvent vous voir et que nous serons heureux de boire avec eux le thé de l'amitié. Si certains ont pu commettre quelques erreurs, ce n'est pas leur faute. On leur a menti. Ce n'est pas dans le djebel que l'homme peut donner à manger à sa femme et à ses enfants. Sa place est ici, auprès de vous, à cultiver la terre. »

Les conseils de Lyautey

C'est le moment d'appliquer certains principes de Lyautey. « La première condition pour conquérir les hommes, ce n'est pas la force, mais la persuasion. Entre les hommes, si divergents qu'ils paraissent être [...], il y a presque toujours des dénominateurs communs qu'il s'agit de dégager. Une longue expérience m'a donné la certitude qu'au lieu de ne se présenter devant ces races qu'en conquérants, il faut savoir mettre son oreille sur leur cœur, comprendre les raisons qui les attachent à leur foi, à leurs traditions, à leurs coutumes, les respecter, les sauvegarder. »

Le dégel intervient, progressivement. Les vieux, puis les jeunes finissent par rentrer... Les réunions se multiplient. Au bruit de nos moteurs, tous accourent : les hommes, les femmes, les enfants, les vieux juchés sur leurs bourricots. Nous les encourageons à remettre leurs champs en culture. Un « toubib » viendra bientôt les soigner et une école ouvrira ses portes le 1er octobre. Les derniers irréductibles cèdent à leur tour. Le chef religieux vient se placer sous notre protection. Le « conseil des dix » abandonne Morsli. Quant à celui-ci, il renonce finalement à se rallier. Mais il a perdu toute autorité sur la population, qui refuse maintenant de payer l'impôt au F.L.N.

Dès lors, nous avons gagné la première manche. L'organisation rebelle est démantelée, les bandes en fuite, la population nous fait confiance. Il s'agit maintenant de livrer un autre combat et, pour cela, de suivre encore les conseils de Lyautey : « Du jour où le secteur assigné à une compagnie a été pacifié et où le dernier coup de fusil a été tiré, cette compagnie ne représente plus seulement l'unité militaire, mais surtout une collectivité, un réservoir de contremaîtres, de chefs d'atelier, d'instituteurs, d'agriculteurs, tous portés pour être les premiers cadres de la mise en valeur [...], les premiers initiateurs des races que nous avons la mission providentielle d'ouvrir à la voie économique et aussi, il faut le dire, à une plus haute vie morale, à une vie plus complète. » H

Lieutenant AUDET

Agoutin



L'action psychologique, ce n'était pas forcément toujours une mascarade. C'était parfois un brave soldat qui venait, un bidasse du contingent plein de bonne volonté qu'on aimait bien voir dans le village. ▶

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier

Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Marie Elbe***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Edmond Fréson***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Février 1958 *(suite)*

AMÉRIQUE

1er : dissolution du Parlement canadien.
Lancement du satellite artificiel américain « Explorer ».
5 : rapport Mansfield sur la nécessité d'un glacis de défense en Europe du Sud et en Afrique du Nord.
9 : réélection d'Alfredo Stroessner à la présidence du Paraguay.
15 : aux États-Unis, démission de Harold Stassen, partisan d'un désarmement général.
23 : enlèvement du coureur argentin Fangio par les révolutionnaires cubains.
23 : Arturo Frondizi, élu président de la République Argentine.
25 : Washington reconnaît la République arabe unie.

ASIE

2 : exclusion de 54 députés accusés de « droitisme » en Chine.
5 : propositions de la Corée du Nord sur la réunification.
8 : accord commercial entre Ceylan et l'U.R.S.S.
9 : à Sumatra, ultimatum des rebelles adressé au gouvernement central et formation d'un gouvernement révolutionnaire dissident le 15.
15 : le roi d'Afghanistan en visite en Inde et le président Ho Chi Minh en Birmanie.
19 : annonce du retrait des volontaires chinois de la Corée du Nord.
20 : protestations japonaises contre les expériences nucléaires dans le Pacifique.
25 : accords commerciaux sino-japonais et sino-yougoslave.

EUROPE

2 : nouveau message de Boulganine sur le projet soviétique de conférence au sommet.
3 : signature à La Haye du traité du Benelux.
Reprise des négociations germano-soviétiques.
4 : mesures contre les organisations communistes en Allemagne fédérale.
5 : propositions allemandes sur l'évacuation des troupes britanniques.
État d'urgence au Nigeria.
12 : conversations anglo-grecques sur Chypre.
15 : projet Ulbricht de confédération allemande.
17 : Varsovie propose à Bonn des négociations sur le plan Rapacki, contrepropositions de Strauss.
22 : livraison de 60 fusées américaines « Thor » à tête nucléaire à la Grande-Bretagne.
22 : accord anglo-américain sur l'installation des rampes de lancement.
25 : réorganisation agricole en U.R.S.S.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



"OLLIVIER": L'EXÉCUTION DE BELLOUNIS

Sommaire du n° 238 :

- **Boomerang**
Il y avait eu l'opération « K » ; il y avait eu l'opération Kobus ; il y eut l'opération « Ollivier ». Bellounis en fut l'acteur principal. Elle se termina par un bain de sang...

- **Femmes soldats dans l'A.L.N.**
Les dirigeants du F.L.N. n'avaient jamais songé à faire participer directement les femmes à une guerre, dont ils connaissaient les risques et les difficultés. Or, sans même avoir été sollicitées, nombre d'entre elles demandèrent à combattre. Comment fut résolu le problème qui se posait?

- **La vie du poste**
D'Alger à Oran et dans les grandes villes, les états-majors vivaient une vie tout à fait différente de celle des P.C. perdus dans le bled. Après chaque opération, les unités de réserve générale trouvaient pratiquement les joies de la ville. Quelle était la vie quotidienne d'un simple soldat isolé dans un poste?

- **Le F.L.N. et l'O.N.U.**
L'ingérence des Nations unies dans les affaires algériennes ne peut se comprendre que par la présence à New York de représentants du F.L.N., sachant mener l'intrigue avec une maestria exceptionnelle. Parmi eux, Yazid...

- **Miliana retrouvée**
L'ancienne capitale des rois numides, devenue ville de colons après le ralliement d'un fils du dey, était perdue au milieu des jardins. L'eau coulait partout, ruisselant des flancs de la montagne, débordant les remparts arabes...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 3e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 237 - 24 juillet 1972.

EN ÉTAT DE LÉGITIME DÉFENSE
APRÈS LE MITRAILLAGE
DE DEUX DE SES APPAREILS

L'ÉCHO D'ALGER

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Trois éditions quotidiennes —
Directeur général : Alain de SERIGNY
20 francs : En métropole : 25 FRANCS
20, rue de la Liberté
Téléphone : 373-80 à 85
DIMANCHE LUNDI 9-10 Février 1958

L'AVIATION FRANÇAISE BOMBARDE LES OBJECTIFS MILITAIRES

TUNISIENS ET REBELLES A SAKIET-SIDI-YOUSSEF

Le deuxième épisode de SAKIET-SIDI-YOUSSEF

Lorsqu'il eut obtenu pour la Tunisie, par le biais fallacieux de l'interdépendance, une indépendance à laquelle elle n'osait aspirer, M. Habib Bourguiba avait le choix entre deux voies. La première est celle qui consistait à administrer la preuve que le jeune État qu'il dirige était, en dépit de certains pronostics, parfaitement apte à prendre rang parmi les nations policées, respectueuses du droit des gens et des règles fondamentales du droit international.

La seconde est celle qui, à l'inverse, par une régression vers les modes de gouvernement à l'orientale, par l'usage de la duplicité élevée à la hauteur d'un système diplomatique, est la plus propre à replacer la Tunisie dans la position qu'elle connut lors de la crise de 1880 et qui aboutit à Kassar-Saïd et au protectorat, mettant fin aux incidents de frontière, provoqués par les Khroumirs.

Bourguiba, captif de ses hôtes du F.L.N., inspiré par une démagogie qui s'alimente aux sources du panarabisme chimérique, a choisi la seconde voie. Tout en proclamant « urbi et orbi » son attachement à l'Occident, il n'a cessé d'offrir aux fellagha algériens, soutenus par Moscou et ses satellites, autant que par Le Caire et les fourriers de Bandoeng, toutes facilités pour installer en Tunisie leurs états-majors, constituer leurs arsenaux, organiser leurs camps d'instruction militaire et, trop souvent en symbiose avec la garde nationale tunisienne, les bases de départ de leurs raids contre la France en Algérie.

Venant après une série d'incidents, qui étaient autant de preuves de la contribution tunisienne à la guerre subversive engagée par le F.L.N., l'agression du 11 janvier dernier à Sakiet-Sidi-Youssef constituait un acte de belligérance caractérisée : elle coûtait la vie à quinze militaires français (tout n'a pas été dit sur les circonstances de l'assassinat de plusieurs d'entre eux) et cinq autres furent enlevés par les rebelles, avec l'appui non déguisé des forces tunisiennes.

Cela appelait une riposte immédiate.

La patience française a tenté de l'éviter, tandis que Bourguiba s'ingéniait, à la faveur de l'intervention de la Croix-Rouge de Genève, à limiter la portée du conflit au seul cas des captifs des fellagha et, par cet autre biais, à internationaliser l'affaire algérienne comme le souhaite si ardemment le F.L.N.

Tant de patience se nourrissait peut-être de l'espoir que Bourguiba, comprenant enfin avoir été trop loin, traduirait en actes sa volonté si souvent proclamée de préserver l'amitié franco-tunisienne de toute nouvelle menace.

C'était mal connaître ce « grand diplomate ». En même temps qu'il préparait d'autres « discours de détente », il laissait la D.C.A. de Sakiet tirer sur un appareil français le 30 janvier et, le soir même, prétendait cet acte de belligérance purement imaginaire, la Tunisie ne possédant pas d'armes capables de tirer sur des avions !

Et, voici à l'heure d'une nouvelle proclamation « occidentaliste », coup sur coup, à 24 heures d'intervalle, deux avions français mitraillés au-dessus du territoire français par les batteries de Sakiet.

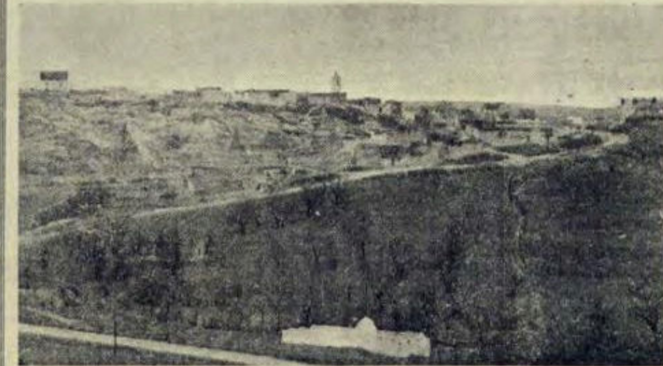
Cette fois la patience française s'est donné des bornes. Notre aviation a riposté. Les Français et tous ceux qui ont le souci de la dignité de la France en éprouvent une sorte de soulagement. Elle l'a fait, consciente de nos droits et parce que la France n'eût pas admis que se renouvellent indéfiniment, entérinées par les silences officiels, des « affaires Mourad », des « agressions de Sakiet » et d'autres insultes à son drapeau.

L'aviation française a riposté. Elle l'a fait en choisissant ses objectifs. Ceux que dénonçaient les tirs contre nos avions, ceux que n'importe qui pouvait observer, même sans jumelles, depuis le territoire français voisin : les batteries « imaginaires » de mitrailleuses et de mortiers, comme ceux que dissimulaient — utilisant comme bouclier la population civile du village — la douane, la gendarmerie, l'ancien cantonnement des troupes françaises. Et aussi les bâtiments d'une ancienne mine, abritant à deux kilomètres plus au sud quatre postes de tirs des fellagha et un P.C. des rebelles installé dans une école également désaffectée.

Mais Bourguiba ne manque pas d'audace dans l'invention et l'on peut s'attendre à des versions étonnantes du deuxième épisode de Sakiet-Sidi-Youssef. Les contradictions ne lui furent d'ailleurs certainement point peur. Le passé répond de l'avenir : le président tunisien n'a cessé d'affirmer que les soldats français enlevés le 11 janvier n'ont jamais, au grand jamais, mis les pieds en Tunisie. Cela ne l'empêcha pas, dans une interview au « New York Times », de prétendre vouloir interner ces mêmes captifs français — à sa portée, par conséquent...

On peut s'attendre aussi à voir Bourguiba trouver de nouvelles diversions propres à réjouir le F.L.N., comme celle qui s'amorce dans sa lettre au président Eisenhower où la libération de Ben Bella est tenue pour le meilleur moyen de stopper la poussée communiste à travers le monde !

A moins que ce généreux apôtre ne fasse sienne la plus belle des trouvailles de l'hebdomadaire tunisien « L'Action » qui, dès hier matin, expliquait : « Pour être respecté (sic) en 1958, on ne peut plus être ami de l'Occident ! ».



Cette photographie du village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef a été prise du poste français il y a une quinzaine de jours par notre envoyée spéciale Marie Elbe. On aperçoit, au premier plan, la route de Souk-Ahras au Kef et l'oued Zeglen-Sidi-Sakiet, qui marque la frontière algéro-tunisienne.

Détruits à 80 % :

douanes, gendarmerie
ancien cantonnement français
abritant des nids de mitrailleuses
(les bâtiments civils
n'ont subi que d'infimes dégâts)

Détruits à 50 % :

les locaux d'une ancienne mine
où s'abritait un camp rebelle
et, dans une école désaffectée
le P.C. du F.L.N.

UN REPORTAGE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL RENÉ SICART

« Le sort de l'ALGÉRIE se joue à la frontière tunisienne »

Le gouvernement tunisien a pratiquement abandonné aux rebelles une bande de terrain de 350 kilomètres environ de long sur 50 de large

6.000 fellagha y sont rassemblés actuellement dans huit camps

Le reportage en page 12



Du mirador du poste de Sidi-Sakiet, heure après heure, jour après nuit, une sentinelle observe les mouvements de la population du village tunisien. On aperçoit au centre le bâtiment de la garde nationale tunisienne.

Les réactions de Bourguiba :

- L'ambassadeur de Tunisie à Paris est rappelé
- L'évacuation des troupes françaises de Tunisie y compris celles de Bizerte demandée
- L'état-major français et les troupes de Tunisie bloqués

RIPOSTANT sur-le-champ à une nouvelle provocation tunisienne, une force aérienne française de 25 appareils, usant du droit de légitime défense a bombardé samedi matin les installations militaires de D.C.A. de Sakiet-Sidi-Youssef, qui venaient une fois encore de mitrailler un de nos appareils.

SUITE EN PAGE 3

Samedi, à l'aube

Ali "Yeux Bleus" et un autre tueur ont été exécutés à Barberousse

SAMEDI à l'aube, dans la cour de la prison civile d'Alger, ont eu lieu deux exécutions capitales. Il s'agit de Mohamed Oudellah, ancien compagnon d'« Ali la Pointe », plus connu sous le pseudonyme d'Ali « Yeux Bleus », condamné à mort par le tribunal permanent des forces armées d'Alger, le 17 août dernier, pour plusieurs assassinats et attentats terroristes.

Oudellah Mohamed, dit Ali « Yeux Bleus »

A la messe des malades à Notre-Dame d'Afrique

M. l'abbé Gébinger a souligné l'apostolat des malades et la valeur de la souffrance

SUITE EN PAGE 3

Président fédéral de la F.A.M.M.A.C.

Le commandant de Fourcauld a présidé l'assemblée générale des anciens marins d'Algérie

L'amiral Auboyneau assistait samedi à une grande réunion marine à Hussein-Dey

INFORMATION PAGE 4



Trois mitrailleuses prises aux rebelles près d'Aïn-Beida et près de Sédrata

(INFORMATION PAGE 12)







Depuis des mois, des éléments de l'A.L.N., cantonnés en territoire tunisien et à proximité de la frontière algérienne, harcelaient les unités chargées de la défense du barrage et attaquaient l'aviation d'observation en mission de surveillance sur la ligne Morice. La réaction se fit longtemps attendre. Mais alors sa vigueur surprit aussi bien le F.L.N. que le président Bourguiba.